

Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2008

BMO Groupe financier annonce ses résultats pour le premier trimestre

BMO continue à investir dans ses services de détail, gère avec prudence dans la conjoncture actuelle et prend des mesures pour réduire la volatilité de ses secteurs actifs sur les marchés financiers

Principaux points de comparaison des résultats du premier trimestre de 2008 avec ceux du premier trimestre de 2007 :

- Revenu net de 255 millions de dollars, soit une baisse de 93 millions de dollars ou de 27 %. Abstraction faite des éléments significatifs^{2,3}, le revenu net s'élève à 617 millions de dollars, soit une baisse de 56 millions de dollars ou de 8,4 %.
- Résultat par action¹ (RPA) de 0,47 \$ et RPA avant amortissement² de 0,49 \$, soit des baisses de 0,20 \$ et 0,19 \$ ou de 30 % et 28 % respectivement. Abstraction faite des éléments significatifs^{2,3}, le RPA se chiffre à 1,19 \$ et le RPA avant amortissement, à 1,21 \$, soit des baisses de 0,11 \$ et 0,10 \$ ou de 8,5 % et 7,6 % respectivement.
- Conformément à ce qui a déjà été annoncé, les résultats du trimestre comprennent des éléments significatifs³ qui ont réduit le revenu net de 362 millions de dollars ou de 0,72 \$ par action. Les résultats du premier trimestre de l'an dernier comportaient aussi des éléments significatifs qui avaient réduit le revenu net de 325 millions de dollars ou de 0,63 \$ par action.
- Le ratio du capital de première catégorie est solide, à 9,48 %, selon les règles du Nouvel accord de Bâle (Bâle II).

Québec, le 4 mars 2008 – BMO Groupe financier a annoncé que ses services aux particuliers et aux entreprises et ses services de gestion de patrimoine ont obtenu de solides résultats au premier trimestre, alors que ses résultats globaux reflètent la conjoncture difficile des marchés financiers.

Pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2008, BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 255 millions de dollars, soit 0,47 \$ par action. Conformément à ce qui a déjà été annoncé, les résultats incluent des pertes de 362 millions de dollars après impôts, attribuables à des charges pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation et à une hausse de la provision générale pour pertes sur créances. Ces éléments sont présentés en détail dans la section Éléments significatifs, à la page 7. Abstraction faite des éléments significatifs, le revenu net s'élève à 617 millions de dollars, soit 1,19 \$ par action.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Les résultats qui excluent les pertes sur produits de base, les charges liées à certaines activités de négociation et à des rajustements d'évaluation, les changements à la provision générale pour pertes sur créances ou les charges de restructuration constituent des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conforme aux PCGR.

3 Les éléments significatifs sont présentés plus loin, dans la section Éléments significatifs, à la page 7.

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007	Variation par rapport au 31 janvier 2007
Points saillants de l'état des résultats						
Revenu total	2 026 \$	2 200 \$	2 555 \$	2 528 \$	2 066 \$	(2,0)%
Dotation à la provision pour pertes sur créances	230	151	91	59	52	+100
Frais autres que d'intérêts	1 614	1 655	1 659	1 614	1 673	(3,5)
Revenu net	255	452	660	671	348	(26,8)

Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)

	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007	Variation par rapport au 31 janvier 2007
Résultat dilué par action	0,47 \$	0,87 \$	1,28 \$	1,29 \$	0,67 \$	(0,20) \$
Résultat dilué par action avant amortissement a)	0,49	0,89	1,30	1,31	0,68	(0,19)
Dividende déclaré par action	0,70	0,70	0,68	0,68	0,65	0,05
Valeur comptable d'une action	28,64	28,29	28,81	28,95	28,90	(0,26)
Cours de clôture d'une action	56,75	63,00	66,59	69,46	70,01	(13,26)
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	28,3	31,4	33,2	34,7	35,1	(6,8)

Au

	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007	Variation par rapport au 31 janvier 2007
Points saillants du bilan						
Actif	376 825 \$	366 524 \$	359 154 \$	356 527 \$	355 491 \$	6,0 %
Solde net des prêts et acceptations	211 931	201 188	205 612	203 210	205 472	3,1
Dépôts	242 911	232 050	229 027	221 615	217 114	11,9
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 304	14 102	14 374	14 475	14 472	(1,2)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007
Principales mesures financières (%) b)					
Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	10,1	14,2	17,2	16,6	17,8
Croissance du résultat dilué par action	(29,9)	(35,6)	(7,2)	3,2	(42,7)
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	(27,9)	(35,0)	(7,1)	3,1	(42,9)
Rendement des capitaux propres	6,7	12,2	18,0	18,3	9,2
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	6,9	12,5	18,2	18,5	9,5
Croissance du profit économique net a)	(+100)	(78,1)	(19,8)	(4,2)	(+100)
Levier d'exploitation	1,5	(13,2)	(4,2)	(1,2)	(22,6)
Levier d'exploitation, avant amortissement a)	1,5	(13,2)	(4,2)	(1,1)	(22,6)
Croissance du revenu	(2,0)	(10,6)	(0,6)	2,3	(16,7)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	79,7	75,2	64,9	63,8	81,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement a)	79,2	74,7	64,5	63,3	80,4
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,42	0,29	0,18	0,12	0,10
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	7,46	4,07	3,49	3,86	4,19
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	30,7	33,1	31,0	28,6	28,4
Ratio du capital de première catégorie — Bâle II	9,48	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ratio du capital de première catégorie — Bâle I	9,05	9,51	9,29	9,67	9,76
Cote de crédit					
Standard & Poor's	A+	A+	A+	AA-	AA-
Moody's	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1	Aa3
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA

Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b)

	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	(15,6)	(5,8)	8,0	11,3	6,0
Rendement des actions	4,93	4,44	4,08	3,92	3,71
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	14,5	15,3	14,5	14,8	15,1
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,98	2,23	2,31	2,40	2,42
Profit économique net (en millions de dollars) a)	(127)	71	280	289	(37)
Rendement de l'actif moyen	0,26	0,48	0,72	0,77	0,40
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,45	1,47	1,61	1,65	1,64
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	40,1	45,7	51,2	52,4	42,1
Croissance des frais autres que d'intérêts	(3,5)	2,6	3,6	3,5	5,9
Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement a)	(3,5)	2,6	3,6	3,4	5,9
Ratio du capital total — Bâle II	11,26	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ratio du capital total — Bâle I	11,09	11,74	11,18	11,03	11,20
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,1	4,2	4,3	4,3	4,3

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les principes

comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

s.o. – sans objet

PE Canada, qui regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, a augmenté son revenu net par rapport aux premier et quatrième trimestres de l'an dernier. « Nous poursuivons sur notre lancée et je suis encouragé par les résultats de nos efforts pour mettre encore plus l'accent sur nos clients et faire en sorte qu'il soit plus facile de faire des affaires avec nous. Si j'en juge par l'augmentation de notre part des marchés des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises comparativement aux premier et quatrième trimestres de 2007, nous sommes sur la bonne voie et nos efforts devraient continuer à porter leurs fruits », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier.

Aux États-Unis, les résultats de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont améliorés par rapport au premier trimestre de l'an dernier. Ils sont cependant inférieurs, comme prévu, aux résultats particulièrement remarquables obtenus au quatrième trimestre. « Nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis ont obtenu de bons résultats au premier trimestre, dans un contexte de concurrence extrêmement vive. Les volumes ont légèrement augmenté, mais les marges sur les prêts se sont rétrécies en raison de la concurrence dans le secteur du crédit », a ajouté M. Downe.

« Nos services de gestion de patrimoine continuent à produire des résultats impressionnants, ayant augmenté leur revenu net par rapport à la même période l'an dernier. Ils ont réussi à gérer leurs dépenses discrétionnaires en les ajustant à la situation de leurs revenus, ce qui devrait leur être utile dans un contexte de ralentissement de la croissance des revenus.

« Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons été confrontés à des défis en raison de la conjoncture des marchés financiers. Les marchés financiers internationaux ont été fortement touchés par une modification de la tarification du risque de crédit et BMO, comme d'autres, a subi les répercussions de ce changement. Les participants aux marchés étaient insuffisamment rémunérés pour le risque et les marchés sont en train de s'ajuster à cette situation. Pendant ces ajustements, la volatilité et les écarts de taux ont augmenté. Les résultats de BMO Marchés des capitaux pour le trimestre reflètent cette situation, mais nous sommes déterminés à faire en sorte que ce secteur d'activité produise un rendement des capitaux propres élevé et stable et nous prenons les mesures nécessaires pour réduire les risques et la volatilité des résultats », a expliqué M. Downe.

« Nous réduisons la taille de nos activités hors bilan et nous cherchons un meilleur équilibre entre le risque et le rendement. Pour réduire la volatilité et accroître la rentabilité, nous nous assurons que nos activités de négociation servent principalement à soutenir des clients avec lesquels nous entretenons des relations étendues et de grande valeur. Nous allons aussi réduire les capitaux affectés à d'autres secteurs de négociation et à certains de nos portefeuilles de prêts dont les rendements ne sont pas suffisamment intéressants. Et notre groupe de gestion des risques surveillera plus directement les décisions relatives au rapport risque-rendement que prennent les secteurs d'activité. »

Les résultats des Services d'entreprise reflètent la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et la baisse des revenus, neutralisées en partie par la diminution des frais.

M. Downe a poursuivi : « La qualité du portefeuille de prêts est typique de ce stade du cycle du crédit, lorsque des signes de détérioration de la performance des comptes des clients commencent à apparaître. Nous avons constaté une augmentation du nombre de nos comptes en souffrance. Cette augmentation, même si le nombre des comptes en question demeure inférieur à la moyenne du secteur des services financiers, est un premier signe de futures pertes sur créances. Nous sommes cependant convaincus qu'à la longue, nous pourrions conserver l'avantage que nous avons acquis à ce chapitre depuis longtemps.

« Les conditions sont particulièrement difficiles dans certains de nos secteurs actifs sur les marchés financiers. Nous avons relevé ces défis de différentes façons dans tous nos secteurs d'activité. Nous continuons à mettre l'accent sur la gestion des frais, en ralentissant au besoin le rythme de croissance des dépenses liées à certaines initiatives, en nous assurant que les dépenses discrétionnaires produisent un rendement maximal et en réaffectant les ressources en conséquence. Grâce à la cohérence de nos pratiques de crédit aux entreprises, nous prévoyons saisir plus d'occasions d'affaires dans une conjoncture plus difficile. Et nous avons réagi aux offensives tarifaires de la concurrence dans le marché des services de détail, là où l'enjeu est la rétention et l'augmentation de la clientèle. »

Après la fin du trimestre, nous avons annoncé une proposition visant à fournir un soutien de premier rang pour le financement de nos entités de gestion de placements structurés au Royaume-Uni. Selon cette proposition, les facilités de trésorerie de BMO soutiendraient le remboursement de billets de premier rang pour faciliter l'accès à d'autres fonds de premier rang, fourniraient des fonds supplémentaires aux entités de gestion de placements structurés et leur permettraient de poursuivre la mise en œuvre de leur stratégie de vente ordonnée d'actifs pour en obtenir une meilleure valeur de réalisation. Ceci fait l'objet d'une analyse plus détaillée dans la section Conjoncture du marché, à la page 6.

Les résultats du présent trimestre ainsi que des premier et quatrième trimestres de 2007 incluaient des éléments significatifs qui ont diminué le revenu net. Ces éléments sont résumés ci-dessous et présentés en détail dans la section Éléments significatifs.

Sommaire du revenu net

(en millions de dollars canadiens)	T1-2008	T4-2007	T1-2007
Revenu net selon les états financiers	255	452	348
Éléments significatifs ¹ (après impôts)			
Pertes sur produits de base ²	-	16	237
Charges liées à la détérioration des marchés financiers ³	324	211	-
Hausse de la provision générale	38	33	-
Charges de restructuration	-	15	88
Total des éléments significatifs	362	275	325
Revenu net excluant les éléments significatifs ⁴	617	727	673

- 1) Les éléments significatifs sont présentés en détail dans la section Éléments significatifs, à la page 7.
- 2) Pour le premier trimestre de 2008, les pertes sur produits de base se chiffrent à 12 millions de dollars (8 millions après impôts) et elles n'ont pas été considérées comme un élément significatif pour ce trimestre.
- 3) La réduction de la rémunération liée au rendement rattachée aux charges n'a pas été incluse dans le calcul des éléments significatifs.
- 4) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des Principaux points de comparaison des résultats et, plus loin, la section Mesures non conformes aux PCGR, qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

Revue des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le revenu net de PE Canada se chiffre à 302 millions de dollars, soit une hausse de 5 millions de dollars, ou de 1,7 %, par rapport au premier trimestre de l'an dernier et de 15 millions, ou de 4,6 %, par rapport au quatrième trimestre. Le revenu a augmenté de 45 millions de dollars, ou de 3,8 %, par rapport à la même période l'an dernier, grâce à la croissance accélérée des soldes de la plupart des produits, à une meilleure répartition des activités et à une hausse des revenus d'assurance. Les marges ont rétréci par rapport à la même période l'an dernier, mais elles se sont accrues comparativement au quatrième trimestre.

Comparativement à la même période l'an dernier, la hausse des frais a été supérieure à celle du revenu, principalement en raison de l'augmentation des frais liés au personnel et des dépenses liées à certaines initiatives. Pour ce qui est de l'avenir, nous avons l'intention de maintenir nos investissements dans des initiatives stratégiques clés et, attentifs aux pressions exercées par les taux d'intérêt, nous continuerons à gérer rigoureusement nos dépenses d'un point de vue tactique.

La croissance s'est poursuivie dans la plupart des secteurs des services bancaires aux particuliers, particulièrement ceux des cartes et des prêts à forte marge, ainsi que dans celui des revenus d'assurance. Les prêts hypothécaires ont augmenté par rapport au quatrième trimestre, la croissance des prêts établis par nos succursales ayant plus que compensé l'incidence de notre retrait du marché des prêts provenant de tiers et de courtiers. Les dépôts de particuliers ont augmenté par rapport à la même période l'an dernier et au quatrième trimestre, et notre part de ce marché a progressé comparativement au quatrième trimestre. Nous voyons des signes que nos initiatives concernant les dépôts donnent de bons résultats. Nous sommes convaincus que les initiatives prises en 2007 et 2008 vont continuer à produire d'autres améliorations.

Les services bancaires aux entreprises, qui ont acquis une réputation de prêteurs cohérents à tous les stades du cycle économique, ont augmenté leur part de marché par rapport à la même période l'an dernier et au quatrième trimestre. La croissance s'est poursuivie à un bon rythme dans les secteurs des prêts et des dépôts, qui constituent des priorités pour BMO.

Les revenus tirés des frais de service relatifs aux cartes et aux ordres de paiement ont augmenté par rapport au premier trimestre de l'an dernier, grâce à la progression des volumes et du nombre des transactions.

PE États-Unis

Le revenu net de PE États-Unis s'établit à 26 millions de dollars américains pour le trimestre, soit une hausse de 1 million de dollars américains ou de 5,2 % comparativement à la même période l'an dernier. Le revenu a progressé de 19 millions de dollars américains, ou de 9,9 %, en grande partie grâce à l'inclusion des résultats d'exploitation de la First National Bank & Trust. Par rapport au résultat remarquable du quatrième trimestre, le revenu net a diminué.

PE États-Unis a fait face à des conditions difficiles depuis 2006, notamment une forte concurrence, la faiblesse du marché de l'habitation et le ralentissement de la croissance économique. La direction a concentré ses efforts sur la gestion efficace des frais, tout en investissant dans la croissance malgré un contexte d'exploitation difficile. Nous gérons activement les frais liés à l'intégration des entreprises acquises et nous réaffectons nos compétences et nos ressources pour maximiser le rendement. Le marché a été perturbé en raison des acquisitions locales effectuées par la Bank of America et la National City Bank et c'est dans ce contexte que nous continuons avec succès et détermination à cibler les clients et les compétences.

Un certain nombre d'institutions financières ont éprouvé des difficultés en raison de leur exposition aux prêts hypothécaires à risque. PE États-Unis n'octroie pas de prêts hypothécaires à risque et son exposition liée à des prêts aux particuliers ayant certaines caractéristiques des prêts à risque est très faible.

Le 29 février 2008, nous avons conclu les acquisitions de la Ozaukee Bank et de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., deux banques du Wisconsin. Ces acquisitions ont ajouté 41 succursales à service complet à notre réseau.

Groupe Gestion privée

Le revenu net du groupe Gestion privée s'établit à 98 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 7 millions ou de 7,6 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu a augmenté de 13 millions de dollars et de 2,7 %, ou de 25 millions et de 5,0 % si on fait abstraction de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. L'amélioration est due à la progression des dépôts dans les secteurs du courtage, à l'augmentation des revenus des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord et à la décision de BMO Fonds d'investissement de remplacer son tarif par un prix ferme. L'actif sous gestion et sous administration a subi le contrecoup de l'affaiblissement des marchés d'actions et de titres à revenu fixe.

Le 14 décembre 2007, le groupe Gestion privée a conclu l'acquisition de Pырford International plc. Cette acquisition permet au groupe d'étendre ses capacités de gestion d'actif international à l'extérieur de l'Amérique du Nord.

Le groupe continue à innover et à être reconnu pour ses produits et ses services. Pour la deuxième année de suite, BMO Fonds d'investissement a obtenu, de Dalbar Inc., le Mutual Fund Service Award du meilleur service général à la clientèle, dans les catégories francophone et anglophone. Le Fonds mondial Technologie du Groupe de Fonds Guardian a remporté le prix du meilleur fonds dans la catégorie Actions de science et technologie au gala des Prix canadiens d'investissement 2007. Les Prix canadiens d'investissement, les plus importants prix dans ce domaine au Canada, soulignent l'excellence dans le secteur des services financiers. Le 28 novembre 2007, nos services d'investissement traditionnels ont ajouté un portefeuille canadien d'investissements socialement responsables de Inhance Investment Management au programme Architecte de BMO Nesbitt Burns. C'est la première fois au Canada que les particuliers peuvent investir dans un portefeuille d'investissements socialement responsables géré séparément.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux a subi une perte nette de 34 millions de dollars, alors qu'il avait inscrit une perte nette de 20 millions à la même période l'an dernier. Abstraction faite des éléments significatifs comptabilisés au premier trimestre de 2008 et de 2007, le revenu net a progressé de 73 millions de dollars et se chiffre à 290 millions, en grande partie grâce à la baisse de la rémunération liée au rendement. Les éléments significatifs sont présentés en détail dans la section Éléments significatifs, à la page 7.

La conjoncture était difficile, mais si on fait abstraction des éléments significatifs des deux périodes, le revenu s'est accru de 38 millions de dollars, ou de 5,2 %, comparativement au premier trimestre de 2007, grâce à la forte croissance de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et à l'augmentation des revenus de commissions et de négociation sur les opérations de change. Les pertes sur produits de base ont continué à diminuer. Elles se chiffrent à 12 millions de dollars pour le trimestre et nous ne nous attendons pas à ce qu'elles soient importantes en 2008.

BMO Marchés des capitaux a participé à un certain nombre de transactions importantes au cours du trimestre, agissant notamment à titre de coresponsable des livres pour un premier appel public à l'épargne (PAPE) de 1,25 milliard de dollars de Franco-Nevada, ce qui constituait le plus important PAPE d'une entreprise minière dans l'histoire de l'Amérique du Nord. Nous avons également participé, à titre de coresponsable des livres, au plus important placement privé jamais fait en Amérique du Sud, portant sur l'émission d'actions privilégiées d'une valeur de 1,28 milliard de dollars américains par OGX Petroleo E Gas, une société brésilienne. Nous avons aussi été co-chef de file d'une émission d'actions ordinaires d'une valeur de 1,375 milliard de dollars par Agrium. Les nouvelles émissions ont été légèrement moins nombreuses qu'au quatrième trimestre de 2007. BMO Marchés des capitaux a participé à 84 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 21 souscriptions de titres de créance d'entreprises, 23 émissions de titres de créance d'administrations publiques, deux émissions d'actions privilégiées et 38 transactions portant sur des actions ordinaires, pour un total de 32,5 milliards de dollars.

Objectifs de rendement

Compte tenu de l'importance des charges comptabilisées au premier trimestre, de nos attentes actuelles concernant les dotations à la provision pour pertes sur créances pour l'exercice 2008, des difficultés persistantes sur les marchés financiers et de la probabilité d'une performance économique inférieure à ce qui était prévu lorsque nous avons établi nos cibles pour l'exercice, nous ne croyons pas pouvoir atteindre ces cibles. Nous croyons que la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 170 millions de dollars au premier trimestre est une indication du niveau des dotations trimestrielles d'ici à la fin de l'exercice.

Cibles pour 2008	Résultats au 31 janvier 2008 ¹⁾
▫ Croissance du RPA de 10 % à 15 % par rapport au montant de base de 5,24 \$ ¹	▫ RPA de 0,55 \$, soit une baisse de 58 % par rapport au RPA de 1,30 \$ il y a un an
▫ RCP de 18 % à 20 %	▫ RCP annualisé de 7,8 %
▫ Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 475 millions de dollars ou moins	▫ Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 170 millions de dollars
▫ Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 % (selon Bâle II)	▫ Ratio du capital de première catégorie de 9,48 % (selon Bâle II)
▫ Levier d'exploitation avant amortissement d'au moins 2,0 %	▫ Levier d'exploitation avant amortissement de - 20,7 % ▫ Excluant les changements à la provision générale

1) Le montant de base exclut l'incidence de la restructuration, des changements à la provision générale et des pertes sur produits de base.

Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs pour les fins de l'évaluation des résultats par rapport à nos cibles, la croissance du RPA serait de -8,5 %, le RCP serait de 16,8 % et le levier d'exploitation avant amortissement serait de -1,8 %.

Le tableau ci-dessus contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans ce Rapport de gestion sont en date du 4 mars 2008. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 31 janvier 2008, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, qui est inclus dans le Rapport annuel 2007 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008	Augmentation (Diminution) c. T1-2007		Augmentation (Diminution) c. T4-2007	
Revenu net d'intérêts	1 214	18	2 %	18	2 %
Revenu autre que d'intérêts	812	(58)	(7 %)	(192)	(19 %)
Revenu	2 026	(40)	(2 %)	(174)	(8 %)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	170	118	+100 %	69	68 %
Augmentation de la provision générale	60	60	100 %	10	20 %
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	230	178	+100 %	79	52 %
Frais autres que d'intérêts	1 614	76	5 %	(17)	(1 %)
Charge de restructuration	-	(135)	(100 %)	(24)	(100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	1 614	(59)	(4 %)	(41)	(3 %)
Impôts sur les bénéfices	(91)	(65)	(+100 %)	(14)	(20 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	(1)	(4 %)	(1)	(4 %)
Revenu net	255	(93)	(27 %)	(197)	(44 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	(1)	(11 %)	(1)	(11 %)
Revenu net avant amortissement 1)	263	(94)	(26 %)	(198)	(43 %)
Résultat de base par action (en dollars)	0,48	(0,20)	(29 %)	(0,41)	(46 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	0,47	(0,20)	(30 %)	(0,40)	(46 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	0,49	(0,19)	(28 %)	(0,40)	(45 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	6,7 %		(2,5 %)		(5,5 %)
RCP avant amortissement 1)	6,9 %		(2,6 %)		(5,6 %)
Ratio de productivité	79,7 %		(1,3 %)		4,5 %
Ratio de productivité avant amortissement 1)	79,2 %		(1,2 %)		4,5 %
Levier d'exploitation	1,5 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement 1)	1,5 %		n.s.		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,45 %		(0,19 %)		(0,02 %)
Taux d'imposition effectif	(50,3 %)		(42,5 %)		(31,0 %)
Ratios de capital 2)					
Ratio du capital de première catégorie	9,48 %		n.s.		n.s.
Ratio du capital total	11,26 %		n.s.		n.s.
Revenu net :					
Services bancaires Particuliers et entreprises	328	2	1 %	8	2 %
PE Canada	302	5	2 %	15	5 %
PE États-Unis	26	(3)	(10 %)	(7)	(18 %)
Groupe Gestion privée	98	7	8 %	(5)	(5 %)
BMO Marchés des capitaux	(34)	(14)	(74 %)	(80)	(+100 %)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(137)	(88)	(+100 %)	(120)	(+100 %)
Revenu net de BMO Groupe financier	255	(93)	(27 %)	(197)	(44 %)

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir plus loin la section Mesures non conformes aux PCGR, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

2) Les écarts ne sont pas indiqués puisque la base de calcul n'est plus comparable. Pour le premier trimestre de 2008, les ratios de capital ont été calculés conformément à la méthode de Bâle II, alors que ceux des périodes antérieures ont été calculés selon la méthode de Bâle I. Selon la méthode de Bâle I, le ratio du capital de première catégorie au quatrième trimestre de 2007 s'établissait à 9,51 % et le ratio du capital total, à 11,74 %. Pour le premier trimestre de 2007, toujours selon la méthode de Bâle I, ces ratios s'établissaient respectivement à 9,76 % et 11,20 %. Voir la section Gestion du capital.

n.s. – non significatif

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef des finances intérimaire de BMO ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, pour la période terminée le 31 janvier 2008, et concernant la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Il n'y a eu aucun changement au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008 à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2007 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2008 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 28 et 29 du Rapport annuel 2007 de BMO, qui décrit en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs et au risque de défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs de nos participations dans les entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs.

Les hypothèses relatives au niveau de défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que les fiducies Apex et Sitka ont conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique.

Les hypothèses relatives au niveau de risque de notre portefeuille de produits de base et aux niveaux de liquidité sur les marchés des produits dérivés du secteur de l'énergie, ainsi qu'aux conséquences de ces facteurs sur le rendement de notre secteur des produits de base, sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte en préparant les déclarations prospectives concernant notre secteur des produits de base énoncées dans le présent document. Selon nos principales hypothèses, le niveau de risque actuel de notre portefeuille et les niveaux actuels de liquidité sur les marchés des produits dérivés du secteur de l'énergie devraient demeurer stables.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2008 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et de nos cibles financières, y compris nos dotations à la provision pour pertes sur créances. Selon certaines de nos principales hypothèses, l'économie canadienne croîtra à un rythme modéré en 2008 tandis que l'économie américaine progressera de façon modeste et le taux d'inflation demeurera bas en Amérique du Nord. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt diminueraient légèrement au Canada et aux États-Unis en 2008 et que le dollar canadien s'échangerait à parité avec le dollar américain à la fin de 2008. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Nous nous attendons maintenant à une croissance économique plus faible au Canada et à ce que les États-Unis s'engagent dans une période de légère récession au cours de la première moitié de 2008. Nous nous attendons également à des taux d'intérêt plus bas et à un dollar canadien un peu plus faible que ce que nous avions prévu lors de l'établissement de nos cibles financières pour 2008. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Perspectives économiques

En 2008, l'économie canadienne devrait croître plus lentement qu'en 2007. La baisse des taux d'intérêt et les prix élevés des produits de base devraient continuer à soutenir la demande intérieure, mais la faiblesse de l'économie des États-Unis et la force du dollar canadien continueront à freiner les exportations. L'activité sur le marché de l'habitation et la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation devraient ralentir, car les hausses de prix antérieures ont réduit l'abordabilité. Nous nous attendons à ce que les investissements des entreprises diminuent, même si la vigueur soutenue du secteur des ressources soutiendra sans doute la croissance des prêts aux entreprises. La croissance des dépenses de consommation et des prêts aux particuliers devrait ralentir en 2008, comparativement aux taux de croissance élevés des dernières années, car l'amélioration de la situation de l'emploi sera moindre. Cependant, la baisse des taux d'intérêt, qui sont déjà bas, devrait soutenir la demande intérieure. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada baisse encore les taux d'intérêt en raison de la faiblesse de l'économie. Le dollar canadien s'échangera au-dessous du pair avec le dollar américain, car les prix des produits de base devraient baisser en raison de la diminution de la demande mondiale. Comme c'est le cas depuis quelques années, les provinces-ressources de l'Ouest devraient mieux performer que les provinces centrales et que la région de l'Atlantique, car le secteur de la fabrication devra encore faire face à des conditions difficiles.

L'économie des États-Unis devrait s'engager dans une légère récession au cours de la première moitié de 2008. La correction du marché de l'habitation ne semble pas être proche de la fin, ce qui implique que la demande de prêts hypothécaires diminuera encore. La confiance des consommateurs a diminué en raison du resserrement des conditions du crédit, de la dépréciation des maisons et du niveau élevé des prix des combustibles. En conséquence, les dépenses de consommation des particuliers devraient diminuer nettement cette année, ce qui freinera la croissance du crédit aux particuliers. Les entreprises vont probablement réduire leurs investissements, ce qui ralentira la croissance des prêts aux entreprises. Nous nous attendons à ce que les marchés financiers restent instables, jusqu'à ce que les marchés des crédits structurés soient moins incertains. La Réserve fédérale devrait continuer à réduire substantiellement les taux d'intérêt au cours de la première moitié de l'année. La baisse des taux d'intérêt ainsi que des dégrèvements d'impôts assez considérables devraient favoriser une reprise économique au cours de la deuxième moitié de l'année.

La section Perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Conjoncture du marché

Les investissements de BMO dans le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) de six conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO ont chuté et s'établissaient à 1 797 millions de dollars au 31 janvier 2008, alors qu'ils se chiffraient à 5 931 millions de dollars au 31 octobre 2007. Nous nous sommes engagés à fournir des concours de trésorerie d'une valeur de 23,0 milliards de dollars à ces conduits. Leurs actifs sont constitués principalement de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens, de prêts automobiles et de contrats de crédit-bail automobile, et aucun ne comporte de risque lié à des prêts hypothécaires à l'habitation à risques des États-Unis. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec le PCAA de ces conduits.

Au 31 janvier 2008, nous détenons du PCAA de conduits canadiens administrés par des tiers, dont la valeur comptable s'élevait à 302 millions de dollars (308 millions au 31 octobre 2007). Nous n'avons aucun engagement de concours de trésorerie envers ces conduits. La réalisation de notre investissement dans des conduits non soutenus par des banques sera fonction du résultat de l'accord conclu par certains conduits canadiens de PCAA non soutenus par des banques et des investisseurs, accord connu sous le nom de « Proposition de Montréal ». BMO appuie totalement la résolution de la Proposition de Montréal.

Nous parrainons également Apex Trust (y compris Sitka Trust) [ci-après Apex] qui fournit une protection contre le risque de crédit lié à des tranches de titres de grande qualité, à levier financier, cotés super senior, provenant d'un lot diversifié de titres de crédit aux entreprises américains et européens, sous forme de swaps sur défaillance position vendeur. Les parties prenantes de Apex, y compris BMO, sont engagées dans des discussions relativement à une restructuration potentielle de Apex. Si elle réussit, cette restructuration préserverait la valeur économique sous-jacente qui continue d'exister. BMO croit que les pertes sur créances réelles qui seront réalisées au fil du temps dans les transactions que Apex a conclues devraient être très modestes. Les charges à la valeur de marché qui ont été passées relativement à Apex reflètent l'élargissement des marges de crédit et non les pertes sur créances réelles réalisées. BMO pourrait décider d'augmenter son investissement dans Apex dans le cadre d'une transaction de restructuration s'il détermine qu'il est dans son intérêt de le faire. BMO a également constaté que, avec les discussions en cours sur la restructuration, aucune partie prenante n'a pris de mesures pour faire reconnaître les droits qu'elles pourraient avoir par suite du défaut de Apex.

Alors que les swaps sur défaillance position vendeur affichaient d'importantes pertes liées à la valeur de marché au 31 janvier 2008, les crédits d'entreprise sous-jacents n'ont eu pratiquement aucun défaut. Au cours du premier trimestre, nous avons comptabilisé des charges de 130 millions de dollars relativement à notre risque dans Apex. Les charges comptabilisées par BMO au quatrième trimestre de 2007 et au premier trimestre de 2008 en rapport avec Apex totalisent 210 millions de dollars, ce qui laisse BMO avec une position nette de 495 millions de dollars au 31 janvier 2008 quant aux investissements et aux garanties à l'égard de tierces parties. Les charges comptabilisées par BMO en date du 31 janvier 2008 reflétaient ses attentes concernant la réussite potentielle d'une restructuration.

Depuis la fin du trimestre, BMO a participé à d'actives négociations en vue de restructurer Apex. Le 27 février, Apex a été incapable de reconduire ses billets et, en conséquence, n'a pas pu s'acquitter de ses obligations de paiement. De plus, Apex n'a pas pu satisfaire aux appels de sûretés. Si aucun accord de restructuration n'est conclu, BMO prévoit comptabiliser une charge d'environ 500 millions de dollars pour son risque restant lié à Apex au cours du trimestre se terminant le 30 avril 2008. Il existe également un autre risque lié à la possibilité qu'Apex ne soit pas restructurée. Un porteur de billet d'Apex conteste la demande de BMO concernant le remboursement d'un transfert de fonds de 400 millions. De plus, une contrepartie de swap conteste ses obligations envers BMO jusqu'à concurrence de 600 millions de dollars, qu'elle avait

contractées en vertu d'une entente, relativement à une transaction de swap sur rendement total qu'elle avait confirmée précédemment. Même si BMO a confiance dans sa position et défendra énergiquement ses droits dans ces différends, il n'est pas possible de déterminer la probabilité que BMO subisse des pertes ni, le cas échéant, le montant des pertes en question, ni si des charges seront comptabilisées au cours du trimestre se terminant le 30 avril 2008. Il est à prévoir que s'il y a restructuration, ces questions seront réglées dans le cadre de la restructuration.

Nous détenons des billets de capital de Links Finance Corporation et de Parkland Finance Corporation, deux entités de gestion de placements structurés basées à Londres et gérées par BMO, billets dont la valeur comptable se chiffrait à 33 millions de dollars canadiens au 31 janvier 2008. Les billets de capital sont des investissements non garantis avec droit de recours limité, qui sont de rang inférieur à ceux de toutes les autres obligations de crédit des deux entités en question. Au 28 février 2008, les valeurs liquidatives des billets de capital des entités étaient d'environ 755 millions de dollars américains pour Links et d'environ 127 millions d'euros pour Parkland. Les actifs de Links et de Parkland (déduction faite de l'encaisse), qui s'élevaient respectivement à 23,4 milliards de dollars américains et à 3,4 milliards d'euros au 31 juillet 2007, ont diminué et s'établissent à 13,2 milliards de dollars américains (déduction faite d'une encaisse de 2,4 milliards de dollars américains) et à 1,4 milliard d'euros (déduction faite d'une encaisse de 0,3 milliard d'euros) au 31 janvier 2008. Au 3 mars 2008, les actifs de Links et de Parkland, déduction faite de l'encaisse, s'élevaient respectivement à environ 10 milliards de dollars américains et 1 milliard d'euros. Cette diminution reflète essentiellement les progrès accomplis à ce jour dans le cadre de la stratégie visant à réduire la taille des entités de gestion de placements structurés. Au 31 janvier 2008, nous détenions des billets de premier rang d'une valeur de 1,4 milliard de dollars canadiens, qui étaient d'un rang supérieur aux billets de capital des entités.

Le 19 février 2008, nous avons annoncé une proposition visant à fournir un soutien de premier rang pour le financement de Links et de Parkland. Un accord final est maintenant en place pour fournir du soutien à ces entités de gestion de placements structurés, au moyen de facilités de trésorerie de BMO. Les facilités soutiendront le remboursement de billets de premier rang pour aider ces entités à accéder à d'autres fonds de premier rang, pour leur procurer des fonds supplémentaires et leur permettre de maintenir la stratégie consistant à vendre des actifs de façon méthodique afin d'en obtenir une meilleure valeur. Les facilités de trésorerie, qui incluent le soutien financier auparavant fourni par BMO, sont plafonnées à environ 11 milliards de dollars américains pour Links et à 1,2 milliard d'euros pour Parkland. Compte tenu des conditions générales de ces facilités de trésorerie et du profil des échéances des billets de premier rang, la somme à prélever devrait représenter environ la moitié du montant maximal des facilités.

En prenant cette décision, nous avons considéré un certain nombre de faits : la solidité de la situation financière de BMO et la qualité des actifs des entités de gestion de placements structurés permettent à BMO de fournir ce soutien sans qu'il y ait d'incidence défavorable importante sur sa situation financière; la qualité des actifs de ces entités est élevée, plus de 90 % des actifs ont une cote AA ou supérieure selon Moody's et plus de 80 % des actifs ont une cote AA ou supérieure selon Standard & Poor's (S&P); certaines des cotes des actifs sont sous surveillance. Le 25 février, anticipant la signature de ces accords, S&P a modifié ses cotes attribuées aux billets de premier rang des entités en question et leur a attribué la cote AA-. Le 3 mars, par suite de la signature de ces accords, Moody's a confirmé la cote AAA pour les billets de premier rang et a simultanément annulé l'examen de ces billets qui étaient sous examen en vue d'une révision à la baisse. Les entités de gestion de placements structurés détiennent peu de prêts hypothécaires américains à risque. Les avances faites dans le cadre des facilités de trésorerie seront d'un rang supérieur à celui des billets de capital. Les détenteurs de billets de capital vont

continuer à assumer le risque économique lié aux pertes réelles jusqu'à concurrence de la valeur totale de leur investissement et BMO ne fournit actuellement aucune protection contre le risque économique aux détenteurs de billets de capital, et n'en fournira pas dans l'avenir. L'incidence sur le capital de première catégorie n'est pas importante et le montant de ces facilités de trésorerie représente environ 3 % de l'actif total de BMO au 31 janvier 2008. Les ventes et échéances d'actifs et le profil des échéances des billets de premier rang réduisent le financement prévu à un niveau nettement inférieur au montant total des facilités de trésorerie.

BMO s'est engagé à fournir des facilités de trésorerie de 10,2 milliards de dollars à Fairway Finance Company LLC, un conduit américain émetteur de PCAA soutenu par BMO, et 624 millions de dollars avaient été utilisés dans le cadre de ces facilités au 31 janvier 2008. Au cours du premier trimestre de 2008, une provision spécifique de 39 millions de dollars a été comptabilisée à l'égard des sommes avancées dans le cadre de la facilité de trésorerie. Il n'y a pas de PCAA inscrit au bilan de BMO en rapport avec ce conduit.

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos investissements dans du PCAA, des entités de gestion de placements structurés, des entités à financement structuré, Fairway et d'autres investissements au cours du marché pourrait subséquemment être l'objet de gains et de pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La section Conjoncture du marché contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Éléments significatifs

Premier trimestre de 2008

Au premier trimestre de 2008, comme nous l'avons déjà annoncé, BMO a comptabilisé des charges de 548 millions de dollars (362 millions après impôts et 0,72 \$ par action) pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation, ainsi qu'une augmentation de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances. Ces charges comprenaient 488 millions de dollars (324 millions après impôts) imputés aux résultats de BMO Marchés des capitaux, en rapport avec les éléments suivants : des pertes découlant de l'abandon de positions liées à l'assureur spécialisé ACA Financial Guarantee Corporation (158 millions de dollars); des positions de négociation liées à des crédits structurés, des actions privilégiées, des conduits canadiens administrés par des tiers et d'autres pertes liées à la valeur de marché (177 millions); des investissements dans Apex, une entité de gestion à financement structuré que BMO parrainait mais à laquelle BMO n'a pas fourni de concours de trésorerie (130 millions); et des billets de capital dans les entités de gestion de placements structurés Links et Parkland (23 millions). BMO n'est pas exposé à d'autres risques liés à ACA. La réduction de la rémunération liée au rendement rattachée aux charges n'a pas été incluse dans le calcul de l'incidence des éléments significatifs.

La charge de 177 millions de dollars mentionnée ci-dessus est principalement due à l'incidence de l'élargissement des écarts de taux dans un certain nombre de nos portefeuilles de négociation. La charge est constituée de plusieurs éléments, dont le plus important se chiffre à 78 millions de dollars pour un risque de contrepartie lié à nos actifs dérivés, dont environ la moitié est liée à des assureurs spécialisés (autres que ACA) et à des sociétés d'instruments dérivés similaires. Au 31 janvier 2008, le bilan de BMO affiche des actifs dérivés de 184 millions de dollars liés à des assureurs spécialisés (autres que ACA) et à des sociétés d'instruments dérivés similaires. Les contrats avec ces sociétés sont liés principalement à des structures d'obligations adossées à des actifs et à des swaps sur défaillance position vendeur de notre portefeuille de négociation et fournissent une protection contre les pertes découlant des défaillances. Le risque de ces instruments lié aux prêts hypothécaires à risque est minime. La protection fournie s'applique à la valeur notionnelle totale de notre portefeuille, qui se chiffrait à 3,9 milliards de dollars au 31 janvier 2008. BMO détient également des obligations

municipales assurées par des assureurs spécialisés, dont la valeur s'élevait à 962 millions de dollars au 31 janvier 2008.

La charge de 488 millions de dollars incluait des réductions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (420 millions), des gains sur titres de placement (23 millions) et d'autres revenus (45 millions).

Les résultats des Services d'entreprise comprennent une augmentation de 60 millions de dollars (38 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, afin de tenir compte de la croissance du portefeuille et du déplacement du risque.

L'incidence des éléments significatifs est expliquée de façon plus détaillée dans les tableaux qui suivent.

Premier trimestre de 2007

Au premier trimestre de 2007, BMO a comptabilisé des charges de 644 millions de dollars (325 millions après impôts et 0,63 \$ par action). Nous avons comptabilisé des pertes sur produits de base de 509 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation, qui ont, déduction faite d'une réduction de 87 millions de la rémunération liée au rendement et de la baisse des impôts sur les bénéfices, entraîné une baisse du revenu net de BMO Marchés des capitaux de 237 millions de dollars pour le premier trimestre de 2007. Nous avons également comptabilisé une charge de restructuration de 135 millions de dollars (88 millions après impôts) dans les résultats des Services d'entreprise.

Quatrième trimestre de 2007

Au quatrième trimestre de 2007, BMO a comptabilisé des charges de 416 millions de dollars (275 millions après impôts et 0,55 \$ par action). Cette somme comprenait des charges de 342 millions de dollars (227 millions après impôts) imputées aux résultats de BMO Marchés des capitaux, soit 318 millions pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation, et 24 millions pour des pertes sur produits de base. Nous avons également comptabilisé, dans les résultats des Services d'entreprise, des charges de 74 millions de dollars (48 millions après impôts), qui consistaient en un ajout de 50 millions de dollars à la provision générale pour pertes sur créances et en une charge de restructuration nette de 24 millions.

Les charges de 318 millions de dollars liées à certaines activités de négociation et à des rajustements d'évaluation comprenaient : 169 millions de dollars en rapport avec des positions de négociation et de crédits structurés et des actions privilégiées; 134 millions de dollars en rapport avec du PCAA canadien; et 15 millions en rapport avec des billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links et Parkland. Les charges comptabilisées au titre du PCAA canadien étaient constituées de 80 millions de dollars pour notre investissement dans du papier commercial émis par Apex et de 54 millions pour notre investissement dans du papier commercial émis par des conduits non soutenus par des banques. Les deux dévaluations reposent sur un rajustement estimatif de la valeur de marché de 15 %. La réduction de la rémunération liée au rendement due aux charges n'a pas été incluse dans le calcul des éléments significatifs.

Les charges de 342 millions de dollars imputées aux résultats de BMO Marchés des capitaux étaient constituées de réductions de 317 millions de dollars du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation, de 10 millions de dollars du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et de 15 millions de dollars des gains sur titres, autres que de négociation.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau suivant rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

La direction déclare des montants rajustés pour tenir compte de certains éléments significatifs. Les montants et mesures indiqués sur une base qui exclut les éléments significatifs sont considérés comme utiles car ils sont susceptibles de mieux refléter l'évolution des résultats d'exploitation. Ces éléments significatifs comprennent : des charges liées à certaines activités de négociation et à des rajustements d'évaluation au premier trimestre de 2008 et au quatrième trimestre de 2007; des pertes sur produits de base en 2007 (incluant la rémunération liée au rendement connexe); des charges de restructuration comptabilisées au premier et quatrième trimestres de 2007; des changements apportés à la provision générale pour pertes sur créances. Comme ces charges ne sont généralement pas régulières, les rajustements qui en tiennent compte sont utiles pour évaluer les tendances des résultats trimestriels.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios de ces groupes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts de nos groupes d'exploitation et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2008	T4-2007	T1-2007
Frais autres que d'intérêts a)	1 614	1 631	1 538
Charge de restructuration b)	-	24	135
Total des frais autres que d'intérêts c)	1 614	1 655	1 673
Amortissement des actifs incorporels	(10)	(11)	(11)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement d) (note 1)	1 604	1 644	1 662
Revenu net e)	255	452	348
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	8	9	9
Revenu net avant amortissement f) (note 1)	263	461	357
Dividendes sur actions privilégiées	(15)	(12)	(9)
Charge au titre du capital (note 1)	(375)	(378)	(385)
Profit économique net (note 1)	(127)	71	(37)
Charge de restructuration b)	-	24	135
Impôts sur les bénéfices connexes g)	-	9	47
Incidence nette de la restructuration h)	-	15	88
Pertes sur produits de base i) (note 2)	-	24	509
Rémunération liée au rendement j)	-	-	(87)
Impôts sur les bénéfices connexes k)	-	8	185
Incidence nette des pertes sur produits de base l)	-	16	237
Charges liées à la détérioration des marchés financiers m)	488	318	-
Impôts sur les bénéfices connexes o)	164	107	-
Incidence nette des charges liées à la situation des marchés financiers p)	324	211	-
Augmentation de la provision générale	60	50	-
Impôts sur les bénéfices connexes q)	22	17	-
Incidence nette de l'augmentation de la provision générale r)	38	33	-
Incidence nette des éléments significatifs (h+l+p+r) 1)	362	275	325

Note 1 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Note 2 : Pour le premier trimestre de 2008, les pertes sur produits de base se chiffrent à 12 millions de dollars (8 millions après impôts) et n'ont pas été considérées comme un élément significatif pour ce trimestre.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008	T4-2007	T1-2007
Revenu s)	2 026	2 200	2 066
Frais autres que d'intérêts c)	1 614	1 655	1 673
Frais autres que d'intérêts avant amortissement d)	1 604	1 644	1 662
Impôts sur les bénéfices t)	(91)	(77)	(26)
Ratio de productivité (%) ((c/s) x 100)	79,7	75,2	81,0
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((d/s) x 100) (note 1)	79,2	74,7	80,4
Croissance du revenu (%) u)	(2,0)	(10,6)	(16,7)
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) v)	(3,5)	2,6	5,9
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) w) (note 1)	(3,5)	2,6	5,9
Levier d'exploitation (%) (u-v)	1,5	(13,2)	(22,6)
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (u-w) (note 1)	1,5	(13,2)	(22,6)
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	0,47	0,87	0,67
RPA avant amortissement (note 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	0,49	0,89	0,68
Taux d'imposition effectif (%) (t/(e+t))	(50,3)	(19,3)	(7,8)

Mesures sur une base excluant l'incidence des éléments significatifs (note 1)

Revenu (s+i+m) 2)	2 514	2 542	2 575
Frais autres que d'intérêts (c-b-j) 3)	1 614	1 631	1 625
Frais avant amortissement (d-b-j) 4)	1 604	1 620	1 614
Impôts sur les bénéfices (t+g+k+o+q) 5)	95	64	206
Revenu net (e+1) 6)	617	727	673
Revenu net avant amortissement (f+1)	625	736	682
Ratio de productivité (%) ((3/2) x 100)	64,2	64,2	63,1
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((4/2) x 100)	63,8	63,7	62,7
Croissance du revenu (%) x)	(2,4)	3,3	3,8
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) y)	(0,6)	1,1	2,8
Croissance des frais avant amortissement (%) z)	(0,6)	1,1	2,9
Levier d'exploitation (%) (x-y)	(1,8)	2,2	1,0
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (x-z)	(1,8)	2,2	0,9
RPA (à partir du revenu net, excluant les éléments significatifs)	1,19	1,42	1,30
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement, excluant les éléments significatifs)	1,21	1,44	1,31
RCP (%) (à partir du revenu net, excluant les éléments significatifs)	16,8	19,9	18,0
Taux d'imposition effectif (%) (5/(6+5))	13,0	8,0	22,9

Note 1 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, du revenu, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices de BMO en dollars américains ont diminué par rapport au premier trimestre de 2007, en raison de l'affaiblissement du dollar américain au cours de l'année dernière. Le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a chuté de 14 % par rapport à la même période l'an dernier. Le taux de change moyen est resté relativement inchangé au premier trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007 et il n'a pas eu d'incidence sur le revenu ou les frais. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations du taux de change.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008	
	c. T1-2007	c. T4-2007
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période courante	0,9984	0,9984
Période précédente	1,1617	0,9986
Revenu diminué	(44)	-
Frais diminués	64	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée	24	-
Impôts sur les bénéfices diminués	1	-
Revenu net augmenté	45	-

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains prévu pour ce trimestre. Habituellement, ces opérations atténuent partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Cependant, les opérations de couverture ne visent pas à annuler l'incidence des fluctuations du taux de change d'une année à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Au cours du premier trimestre de 2008, le dollar américain a repris de la vigueur et le taux de change est passé de 0,9447 \$ CA par dollar américain au 31 octobre 2007 à une moyenne de 0,9984 \$ CA. En conséquence, les transactions de couverture ont occasionné une perte après impôts de 7 millions de dollars pour le trimestre. Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois.

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

Autres mesures de la valeur

Le profit économique net a été négatif et s'établit à -127 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il se chiffrait à -37 millions au premier trimestre de 2007 et à 71 millions au quatrième trimestre.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP), soit le rendement total d'un placement dans des actions ordinaires de BMO, s'établit à -8,9 % pour le premier trimestre et à -15,6 % pour les douze mois terminés le 31 janvier 2008. Le RTCP annuel moyen de BMO pour la période de cinq ans terminée le 31 janvier 2008 s'établit à 10,1 %.

Revenu net

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2007

Le revenu net s'établit à 255 millions de dollars pour le premier trimestre de 2008, soit une baisse de 93 millions ou de 27 % comparativement à la même période l'an dernier. Le résultat par action se chiffre à 0,47 \$, alors qu'il était de 0,67 \$. Les résultats des deux périodes incluent des éléments significatifs qui sont expliqués dans la section Éléments significatifs, à la page 7. Abstraction faite de ces éléments significatifs dans les deux périodes, le revenu net s'élève à 617 millions de dollars, soit une diminution de 56 millions, ou de 8,4 %, par rapport au premier trimestre de l'an dernier, et le RPA s'établit à 1,19 \$, soit une baisse de 8,5 %.

Le revenu net de PE Canada a augmenté de 5 millions de dollars. Les volumes de la plupart des produits ont sensiblement augmenté. La marge nette d'intérêts s'est légèrement rétrécie en raison de la hausse des coûts de mobilisation de fonds, tandis que les frais augmentaient en grande partie à cause de la hausse des frais liés au personnel et des dépenses liées à des initiatives.

Le revenu net de PE États-Unis a progressé de 1 million de dollars américains. Les volumes ont sensiblement augmenté au cours du trimestre, grâce à la croissance des prêts et à la progression des revenus de commissions et des autres revenus autres que d'intérêts. Les résultats ont subi l'effet du rétrécissement de la marge nette d'intérêts attribuable aux pressions de la concurrence sur les prix et à l'évolution des préférences des clients vers les prêts et les dépôts à plus faible marge.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est accru de 7 millions de dollars ou de 7,6 %, en dépit de la faiblesse des marchés.

La perte nette de BMO Marchés des capitaux s'est accrue de 14 millions de dollars. Si on fait abstraction des éléments significatifs des deux périodes, le revenu net de BMO Marchés des capitaux s'est accru de 73 millions de dollars, ou de 33 %, en partie grâce à la réduction de la rémunération liée au rendement et aussi au fait qu'un certain nombre de produits ont obtenu de bons résultats.

La perte nette des Services d'entreprise s'élève à 137 millions de dollars. Abstraction faite des éléments significatifs des deux périodes, le revenu net a diminué de 138 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances et de la baisse des revenus, neutralisées en partie par la diminution des frais.

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net selon les états financiers a baissé de 197 millions de dollars ou de 44 % par rapport au quatrième trimestre. Si on exclut les éléments significatifs, le revenu net a reculé de 110 millions de dollars ou de 15 %.

PE Canada a augmenté son revenu net de 15 millions de dollars. Les résultats du quatrième trimestre incluaient un revenu net de 6 millions de dollars provenant de trois éléments : un gain de 107 millions de dollars (83 millions après impôts) provenant de la vente d'actions de MasterCard International Inc. et un recouvrement de 43 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs; moins un rajustement de 185 millions de dollars (120 millions après impôts) pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses de notre programme de fidélisation de nos clients titulaires de cartes de crédit. Les volumes ont sensiblement augmenté et les marges nettes d'intérêts se sont légèrement accrues.

Le revenu net de PE États-Unis a diminué de 7 millions de dollars américains, comme prévu après le résultat particulièrement remarquable du quatrième trimestre.

Le revenu net du groupe Gestion privée a baissé de 5 millions de dollars ou de 5,1 %. La croissance du revenu, de 1,7 % dans une conjoncture difficile, a été inférieure à celle des frais, en partie à cause de la comptabilisation au premier trimestre de la rémunération à base d'actions des employés admissibles à la retraite.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a diminué de 80 millions de dollars. Abstraction faite des éléments significatifs des deux périodes, le revenu net a augmenté de 17 millions de dollars, ou de 6,0 %. Sur cette base, le revenu a diminué, de même que la rémunération liée au rendement. Les revenus de négociation, les commissions de prise ferme de titres de participation et les autres commissions ont augmenté, mais les conditions des marchés étaient passablement difficiles.

La perte nette des Services d'entreprise s'élève à 120 millions de dollars, un résultat encore moins bon que celui du quatrième trimestre. Si on fait abstraction des éléments significatifs des deux périodes, le revenu net a chuté de 130 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances et de la baisse des revenus, neutralisées en partie par la diminution des frais.

Revenu

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu total a diminué de 40 millions de dollars ou de 2,0 % par rapport à la même période l'an dernier. Abstraction faite des éléments significatifs des deux périodes, le revenu a diminué de 61 millions de dollars ou de 2,4 % comparativement au premier trimestre de 2007.

Par rapport au quatrième trimestre de 2007, le revenu a baissé de 174 millions de dollars. Abstraction faite des éléments significatifs des deux périodes, le revenu a reculé de 28 millions de dollars ou de 1,1 %.

L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 44 millions de dollars ou de 2,2 points de pourcentage par rapport à la même période l'an dernier. Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts s'est accru de 18 millions de dollars ou de 1,5 % par rapport au premier trimestre de l'an dernier, grâce à la croissance des volumes de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux. L'actif productif moyen a progressé de 44 milliards de dollars, grâce principalement à la croissance des actifs de négociation et à celle des actifs des services bancaires aux grandes entreprises de BMO Marchés des capitaux, dont l'actif productif moyen a augmenté de 37 milliards de dollars.

Marge nette d'intérêts (bic) *

(en points de base)	T1-2008	Augmentation (Diminution) c. T1-2007	Augmentation (Diminution) c. T4-2007
PE Canada	264	(3)	4
PE États-Unis	297	(43)	(37)
Services bancaires Particuliers et entreprises	270	(8)	(1)
Groupe Gestion privée	867	(108)	(45)
BMO Marchés des capitaux	65	3	13
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	145	(19)	(2)
Total des services de détail au Canada**	297	(5)	1

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable, tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.

n.s. - non significatif

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu net d'intérêts s'est accru de 18 millions de dollars. L'actif productif moyen a augmenté de 11 milliards de dollars, encore une fois grâce principalement à la croissance des actifs de négociation de BMO Marchés des capitaux, dont le revenu net d'intérêts a fortement progressé.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif de BMO s'établit à 1,45 % pour le premier trimestre de 2008, soit 19 points de base de moins qu'au premier trimestre de l'exercice précédent et 2 points de base de moins qu'au quatrième trimestre. Les deux principaux facteurs de recul de la marge totale de la Banque sont les marges de chacun des groupes et les variations dans l'ampleur des actifs de chaque groupe d'exploitation. La diminution de 19 points de base sur un an est principalement attribuable à la croissance des actifs à plus faible marge de BMO Marchés des capitaux et à la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. Les marges de PE États-Unis et du groupe Gestion privée ont toutes deux beaucoup diminué, mais comme il s'agit de groupes relativement plus petits, l'effet de ces diminutions sur la marge totale de la Banque a été minime.

La marge nette d'intérêts de PE Canada a diminué de 3 points de base comparativement à la même période l'an dernier. La hausse de ses coûts de mobilisation de fonds et les pressions continues de la concurrence ont été en grande partie compensées grâce à la répartition favorable des activités, la croissance ayant été proportionnellement plus grande dans les secteurs à plus forte marge. Par rapport au quatrième trimestre, la marge nette d'intérêts de PE Canada s'est accrue, en grande partie grâce à l'amélioration de l'écart entre le taux préférentiel et le taux des acceptations bancaires et à une répartition favorable des activités, facteurs partiellement neutralisés par la baisse des frais de refinancement de prêts hypothécaires. La marge de PE États-Unis s'est rétrécie. Environ 22 points de base de cette diminution par rapport à la même période l'an dernier et au quatrième trimestre étaient liés au transfert, par les Services d'entreprise, d'un petit portefeuille de placements axé sur le client. Le reste de la diminution est attribuable aux effets continus des pressions de la concurrence, à l'évolution des préférences des clients et à l'augmentation des prêts à intérêts non comptabilisés. La marge de BMO Marchés des capitaux s'est accrue par rapport au premier et quatrième trimestres de l'an dernier, grâce principalement à l'élargissement des marges des secteurs sensibles aux taux d'intérêt, partiellement neutralisé par le rétrécissement des marges du portefeuille de prêts aux États-Unis. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a chuté, cette baisse étant attribuable à un grand nombre d'éléments peu significatifs en soi qui ont eu une incidence négative sur les revenus au cours du trimestre et au revenu d'intérêts sur les redressements et les remboursements d'impôts au cours du quatrième trimestre de 2007. La baisse a entraîné la réduction de la marge globale de BMO.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 58 millions de dollars ou de 6,7 % par rapport à la même période l'an dernier. Abstraction faite des éléments significatifs, le revenu autre que d'intérêts a baissé de 79 millions de dollars, ou de 5,7 %, en grande partie en raison d'une diminution de 73 millions de dollars des revenus des Services d'entreprise, attribuable principalement à un recul des résultats de certaines filiales dû à un certain nombre d'éléments et à une baisse des gains sur opérations de couverture, y compris les gains de change, alors que les résultats de l'exercice précédent comprenaient un fort gain découlant de l'évaluation à la valeur de marché. Le revenu autre que d'intérêts de PE Canada a augmenté grâce à la progression des revenus d'assurance et celui du groupe Gestion privée a lui aussi progressé, principalement grâce à la hausse des revenus des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Abstraction faite des éléments significatifs, le revenu autre que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a diminué, en raison de la réduction des gains sur titres de placement, des commissions sur prêts et des commissions sur les prises fermes de titres de participation, partiellement compensée par la hausse des revenus d'autres commissions et des revenus de négociation.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 192 millions de dollars, ou de 36 millions, et 2,7 %, si on fait abstraction des éléments significatifs des deux périodes. La diminution est attribuable à une baisse de 53 millions de dollars des revenus des Services d'entreprise, attribuable principalement à un recul des résultats de certaines filiales dû à un certain nombre d'éléments et à une baisse des revenus provenant des opérations de couverture de change. Le revenu de PE Canada a augmenté, son revenu autre que d'intérêts du quatrième trimestre ayant subi une réduction nette de 78 millions de dollars. Cette réduction s'expliquait par un rajustement de 185 millions de dollars pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses de notre programme de fidélisation de nos clients titulaires de cartes de crédit et par un gain sur titres de placement de 107 millions provenant de la vente de nos actions de Mastercard. Abstraction faite de ces éléments, le revenu autre que d'intérêts de PE Canada est resté stable, la hausse des revenus d'assurance et de titrisation ayant été neutralisée par la baisse des services de cartes et des produits de placement. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée a progressé, grâce à l'augmentation des revenus des services tarifés relatifs aux activités de placement traditionnelles et à celle des revenus des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Le revenu autre que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a diminué selon les états financiers et sur une base qui exclut les éléments significatifs. Les gains sur titres de placement, les revenus de négociation et les commissions sur prêts ont diminué. Les commissions sur les fusions et acquisitions et sur les prises fermes de titres d'emprunt ont aussi subi une diminution, partiellement compensée par la hausse d'autres commissions et notamment des commissions sur les prises fermes de titres de participation.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 59 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier et se chiffrent à 1 614 millions. Abstraction faite des éléments significatifs, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 11 millions de dollars.

Cette diminution de 11 millions s'explique par une avantage de 64 millions de dollars découlant de l'affaiblissement du dollar américain. Les coûts de la rémunération liée au rendement ont augmenté, de même que les salaires, les frais informatiques, les honoraires et les frais de déplacement et de développement des affaires. Nous avons diminué les coûts des avantages sociaux en gérant activement les offres d'avantages sociaux faites à nos employés, de façon à en préserver la compétitivité tout en surveillant nos coûts.

Les frais de chacun des groupes d'exploitation ont augmenté. Les frais liés au personnel ont aussi augmenté, en partie à cause de l'accroissement de l'effectif de PE Canada et du groupe Gestion privée pour augmenter le personnel de première ligne en 2007.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 1,5 % pour le trimestre. Si on fait abstraction des éléments significatifs, il s'établit à -1,8 %, l'augmentation des frais ayant surpassé celle des revenus sur cette base.

Par rapport au quatrième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 41 millions de dollars ou de 2,5 %. Les résultats du quatrième trimestre incluaient une charge de restructuration nette de 24 millions de dollars. Les résultats du premier trimestre de 2008 reflètent les hausses des salaires, des coûts des avantages sociaux et de la rémunération liée au rendement, incluant la comptabilisation en charges au cours du trimestre des coûts annuels de 49 millions de dollars liés à la rémunération à base d'actions pour les employés admissibles à la retraite. Les frais informatiques, les honoraires et les frais de déplacement et de développement des affaires ont été réduits.

Gestion des risques

Le contexte du crédit s'est détérioré par rapport à la conjoncture très favorable du début de 2007. La dotation à la provision pour pertes sur créances s'établit à 230 millions de dollars pour le trimestre, soit des dotations à la provision spécifique de 170 millions et une augmentation de la provision générale de 60 millions. La hausse de la provision générale est attribuable à la croissance du portefeuille et au déplacement du risque. Les dotations à la provision spécifique incluent une charge de 39 millions de dollars concernant une seule entreprise. Au premier trimestre de 2007, les dotations à la provision spécifique s'élevaient à 52 millions de dollars alors qu'au quatrième trimestre de 2007, elles s'étaient élevées à 101 millions de dollars et la provision générale avait été augmentée de 50 millions.

Les dotations à la provision spécifique du premier trimestre de 2008 représentent 31 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension ou empruntés, alors qu'ils en représentaient 10 points de base il y a un an et 19 points de base au quatrième trimestre de 2007. Pour les cinq derniers exercices, la moyenne est de 15 points de base.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 708 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'il se chiffrait à 238 millions au quatrième trimestre et à 113 millions il y a un an. Sur l'augmentation de 470 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre, 459 millions sont attribuables à une seule entreprise. La situation des nouveaux prêts douteux est conforme aux attentes à ce stade du cycle économique. Les ventes de prêts douteux au cours du trimestre se chiffrent à 3 millions de dollars, alors qu'elles s'élevaient à 11 millions au quatrième trimestre. Il n'y a pas eu de ventes de prêts douteux au premier trimestre de l'an dernier.

Le solde brut des prêts et acceptations douteux a sensiblement augmenté par rapport aux quatrième et premier trimestres de l'an dernier, en raison des nouveaux prêts douteux mentionnés ci-dessus.

La provision totale pour pertes sur créances, qui se chiffrait à 1 227 millions de dollars à la fin du trimestre, était constituée d'une provision spécifique de 250 millions de dollars et d'une provision générale de 977 millions. La provision générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille qui ne peut être associée à un crédit en particulier. Réévaluée chaque trimestre, elle a été augmentée de 79 millions de dollars depuis la fin de l'exercice précédent, en raison de l'ajout de 60 millions et de l'incidence, au montant de 19 millions, de l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés, représentaient 78,2 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, alors qu'ils en représentaient 82,2 % il y a un an et 78,6 % à la fin du quatrième trimestre.

Nous nous attendons à ce que les conditions du crédit demeurent difficiles en 2008, car les secteurs des prêts immobiliers aux entreprises, de la production industrielle et manufacturière, du commerce de détail et du tourisme restent faibles aux États-Unis. Ces secteurs continuent à subir les effets des coûts élevés des intrants, du dollar canadien fort et/ou du ralentissement de l'économie américaine. Les signes d'une détérioration des conditions du crédit annoncent généralement un ralentissement économique.

Reflet de notre position dans un cycle du crédit qui se détériore, le solde brut des prêts douteux devrait augmenter au cours de l'exercice 2008 après avoir atteint des plateaux historiques.

Nous ne nous attendons pas à atteindre notre cible concernant la dotation à la provision spécifique pour l'exercice 2008, soit 475 millions de dollars ou moins. Nous pensons que la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 170 millions de dollars comptabilisée au premier trimestre est une indication du niveau des dotations trimestrielles d'ici à la fin de l'exercice.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ses risques sont exposés aux pages 68 à 71 du Rapport annuel 2007 de BMO. Le risque lié à la valeur de marché à l'égard des activités de négociation et de prise ferme a peu changé par rapport au trimestre précédent, tandis que le risque lié à la volatilité du revenu net s'est accru, principalement en raison d'une augmentation du risque dans les portefeuilles de crédit évalués à la valeur de marché, occasionnée par l'accroissement des écarts de taux observés et de la volatilité de ces écarts.

Depuis le début de l'exercice 2008, dans un but d'harmonisation avec les définitions réglementaires des catégories de risque, le risque général d'écart de taux et le risque général de taux d'intérêt ont été réunis et sont maintenant indiqués ensemble sur la ligne Risque lié aux taux d'intérêt (marché), dans le Sommaire du risque total lié à la valeur de marché - Négociation et prise ferme. Ce changement n'a pas d'incidence sur le risque total lié à la valeur de marché, mais seulement sur la façon dont les résultats sont présentés. Les données sur le risque lié à la valeur de marché pour le 31 octobre 2007 ont été retraitées pour tenir compte de ce changement. Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque de marché au cours du trimestre.

Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque structurel de marché et du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre. Nous demeurons d'avis que notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement nous place dans une position solide malgré l'évolution récente du marché. Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché au cours du trimestre.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2008	T4-2007	T1-2007
Nouvelles dotations à la provision spécifique	205	152	86
Reprises sur provisions établies précédemment	(13)	(27)	(12)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(22)	(24)	(22)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	170	101	52
Augmentation de la provision générale	60	50	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	230	151	52
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,31 %	0,19 %	0,10 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,42 %	0,29 %	0,10 %

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

SBPAD au début de la période	720	618	666
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	708	238	113
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	21	(19)	43
Radiations	(102)	(117)	(74)
SBPAD à la fin de la période	1 347	720	748
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,63 %	0,36 %	0,36 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	7,46 %	4,07 %	4,19 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux (T1 08 : 87 millions de dollars; T4 07 : 73 millions de dollars; T1 07 : 68 millions de dollars).

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (\$ millions)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2008	31 octobre 2007
	Activités de négociation et de prise ferme	(17,7)	(18,2)	(17,3)
Éléments du portefeuille structurel	(226,2)	(231,6)	(24,4)	(24,2)
BMO Groupe financier	(243,9)	(249,8)	(41,7)	(36,8)

* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008				Au 31 octobre 2007
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre
Risque lié aux produits de base	(3,9)	(4,3)	(6,3)	(2,5)	(2,7)
Risque lié aux actions	(10,6)	(12,2)	(17,7)	(7,9)	(9,5)
Risque lié au change	(0,3)	(1,6)	(4,3)	(0,3)	(0,9)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(13,4)	(13,4)	(21,4)	(8,7)	(10,0)
Diversification	8,4	10,3	n.s. ¹	n.s. ¹	9,2
Risque global	(19,8)	(21,2)	(27,8)	(14,5)	(14,0)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(1,3)	(5,1)	(9,3)	(1,3)	(9,1)
Risque lié à l'émetteur	(6,1)	(5,8)	(7,7)	(4,2)	(4,9)
Risque total lié à la valeur de marché	(27,2)	(32,1)	(37,2)	(25,8)	(28,0)

n.s. – non significatif

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

¹ Le calcul de l'effet de la diversification sur le cours le plus haut et sur le cours le plus bas n'est pas significatif.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique		Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir	
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2008	31 octobre 2007
	Hausse de 100 points de base	(184,9)	(201,1)	(17,3)
Baisse de 100 points de base	133,9	138,6	28,7	(15,4)
Hausse de 200 points de base	(427,5)	(438,1)	(43,9)	0,4
Baisse de 200 points de base	254,7	234,0	62,1	(17,0)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenu, la direction évalue les résultats consolidés de BMO pour l'exercice 2008, ainsi que les provisions pour impôts sur les bénéfices connexes, selon les PCGR. Nous continuons à évaluer et à présenter les résultats des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

Au premier trimestre, un recouvrement d'impôts de 91 millions de dollars a été comptabilisé, par rapport à des recouvrements de 26 millions de dollars au premier trimestre de 2007 et de 77 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007. Le taux effectif pour le trimestre correspond à un taux de recouvrement de 50,3 %, alors que le taux de recouvrement était de 7,8 % au premier trimestre de 2007 et de 19,3 % au quatrième trimestre. Les pertes sur les marchés financiers inscrites dans les éléments significatifs sont attribuables à des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés.

Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le taux effectif pour le trimestre est de 13,0 %, alors qu'il était de 22,9 % au premier trimestre de 2007 et de 8,0 % au quatrième trimestre. La baisse du taux effectif par rapport au premier trimestre de 2007 s'explique surtout par la proportion relativement plus élevée, au premier trimestre de 2008, de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus bas. La hausse par rapport au quatrième trimestre est attribuable essentiellement à la résolution favorable de certaines questions fiscales qui se sont traduites, au quatrième trimestre de 2007, par le recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Même si les taux vont continuer à varier d'un trimestre à l'autre en raison de

rajustements et d'éléments significatifs ponctuels, nous estimons actuellement que le taux d'imposition effectif normal sera compris entre 19 % et 23 %, en léger recul par rapport à notre estimation précédente, principalement en raison d'une réduction des taux prévus par la loi au Canada pendant le trimestre.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéfices affecté aux capitaux propres de 185 millions de dollars pour le trimestre. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés ci-joints, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2008	T4-2007	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006
Revenu total	2 026	2 200	2 555	2 528	2 066	2 461	2 570	2 473
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	170	101	91	59	52	51	42	66
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	60	50	-	-	-	(35)	-	-
Frais autres que d'intérêts	1 614	1 631	1 659	1 614	1 538	1 613	1 600	1 560
Charge de restructuration	-	24	-	-	135	-	-	-
Total des frais autres que d'intérêts	1 614	1 655	1 659	1 614	1 673	1 613	1 600	1 560
Revenu net	255	452	660	671	348	696	710	651
Résultat de base par action (en dollars)	0,48	0,89	1,30	1,31	0,68	1,37	1,41	1,28
Résultat dilué par action (en dollars)	0,47	0,87	1,28	1,29	0,67	1,35	1,38	1,25
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	1,45	1,47	1,61	1,65	1,64	1,78	1,84	1,78
Taux d'imposition effectif (%)	(50,3)	(19,3)	15,7	19,4	(7,8)	14,1	21,4	20,1
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,00	1,00	1,07	1,14	1,16	1,12	1,12	1,14
Revenu net :								
PE Canada	302	287	356	327	297	277	350	267
PE États-Unis	26	33	25	29	29	24	32	27
Services bancaires Particuliers et entreprises	328	320	381	356	326	301	382	294
Groupe Gestion privée	98	103	102	99	91	80	80	94
BMO Marchés des capitaux	(34)	46	194	197	(20)	185	201	245
Services d'entreprise, y compris T&O	(137)	(17)	(17)	19	(49)	130	47	18
BMO Groupe financier	255	452	660	671	348	696	710	651

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO sont présentées en détail aux pages 75 et 76 du Rapport annuel 2007. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir une explication plus complète de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels antérieurs, y compris la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats, allant du deuxième trimestre de 2006 au premier trimestre de 2008.

Des éléments significatifs ont eu une incidence sur les revenus de BMO Marchés des capitaux. Les pertes sur produits de base de 509 millions de dollars, 171 millions de dollars et 149 millions de dollars aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2007, respectivement, ont été ramenées à 24 millions et 12 millions de dollars, au cours des deux derniers trimestres, respectivement, la taille et le risque du

portefeuille ayant été réduits. Les résultats du quatrième trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2008 comprennent des charges de 318 millions et de 488 millions, respectivement, liées à certaines activités de négociation et à certains rajustements d'évaluation. La rémunération liée au rendement connexe a beaucoup diminué au premier et au deuxième trimestres de 2007. Les autres secteurs de BMO Marchés des capitaux qui n'ont pas été touchés par les éléments significatifs ont dégagé des rendements très solides en 2007, mais les conditions du marché se sont affaiblies en 2008.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises ont continué de bénéficier de la forte croissance des volumes en 2007 et au début de 2008, avec des marges stables au Canada et une hausse modérée des frais. Le nombre d'employés de première ligne et en contact direct avec la clientèle s'est accru au premier semestre de 2007. Les marges de PE

États-Unis étaient sous pression en 2006 et au début de 2007, mais se sont stabilisées plus tard en 2007. Au premier trimestre de 2008, les marges de PE États-Unis ont fléchi en raison de l'environnement concurrentiel.

Les résultats du groupe Gestion privée ont progressé assez régulièrement en 2006 et 2007, sous l'effet de la vigueur relative des marchés financiers, et la croissance des revenus a ralenti à la fin de 2007 et au début de 2008.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent des charges de restructuration, présentées dans le tableau ci-joint, et ont subi l'incidence de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances en raison de la répartition par BMO des dotations à la provision selon les pertes prévues. Au premier trimestre de 2008, les résultats des Services d'entreprise ont aussi subi l'effet de la baisse des revenus.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont amorcé une tendance à la hausse, les conditions économiques s'affaiblissant par rapport à l'environnement de crédit particulièrement favorable des dernières années. Le recul de la marge nette d'intérêts de BMO au cours des deux derniers exercices est largement attribuable à la forte croissance des actifs de BMO Marchés des capitaux, dont la marge nette d'intérêts est inférieure à celle d'autres groupes. Les taux d'imposition effectifs favorables sont en partie attribuables au fait que les pertes ont été enregistrées dans des territoires où les taux d'imposition sont élevés et aux gains supérieurs réalisés dans des territoires où les taux sont bas. Le dollar américain s'est affaibli au cours des deux dernières années, mais a été plus stable au premier trimestre de 2008, proche de la parité avec le dollar canadien. Un dollar américain plus faible diminue les valeurs après conversion des revenus et des frais de BMO libellés en dollars américains.

Bilan

L'actif total, qui se chiffre à 376,8 milliards de dollars, a augmenté de 10,3 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2007, le raffermissement du dollar américain ayant accru de 22,2 milliards de dollars la valeur après conversion des actifs libellés en dollars américains. Abstraction faite de l'effet du raffermissement du dollar américain, l'actif total a diminué de 11,9 milliards de dollars. L'augmentation de 10,3 milliards de dollars, en dollars canadiens, reflète essentiellement la croissance de l'encaisse (3,2 milliards de dollars), du solde net des prêts et acceptations (10,7 milliards de dollars) et des autres actifs (5,1 milliards de dollars), partiellement neutralisée par la baisse des valeurs mobilières (8,8 milliards de dollars).

La hausse de 3,2 milliards de dollars de l'encaisse a été essentiellement attribuable à l'augmentation des soldes de dépôts.

La hausse de 10,7 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations s'explique principalement par l'augmentation de 5,8 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés, en raison de l'accroissement de la demande des clients. Le solde net des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et les acceptations connexes ont augmenté de 2,8 milliards de dollars, en raison de la croissance du portefeuille de prêts aux entreprises, tandis que les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont crû de 1,3 milliard de dollars et les prêts hypothécaires à l'habitation, de 0,8 milliard de dollars.

Les autres actifs ont augmenté de 5,1 milliards de dollars, principalement en raison d'une hausse de 4,3 milliards de dollars des actifs financiers dérivés liés aux instruments dérivés sur les taux d'intérêt, les actions et le crédit, qui a été en partie neutralisée par une diminution des contrats de change et des contrats sur produits de base.

La baisse de 8,8 milliards de dollars des valeurs mobilières est attribuable principalement à la diminution des titres de négociation détenus par BMO Marchés des capitaux en lien avec la négociation d'instruments dérivés à l'appui de nos activités, ainsi qu'à la baisse des évaluations des titres de participation en raison des conditions de marché.

Le passif et les capitaux propres ont progressé de 10,3 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2007, mais ils ont reculé de 11,9 milliards de dollars, abstraction faite des effets du raffermissement du dollar américain. Cette progression, en dollars canadiens, reflète principalement la croissance des dépôts (10,9 milliards de dollars) et des titres vendus à découvert (3,4 milliards de dollars), partiellement neutralisée par une baisse des titres mis en pension ou prêtés (2,9 milliards de dollars), des passifs financiers dérivés (0,8 milliard de dollars) et des acceptations (0,8 milliard de dollars).

Les dépôts des banques, qui représentent 14 % ou 35,0 milliards de dollars du total des dépôts, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars et ont servi à financer les augmentations de l'encaisse. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 52 % ou 125,3 milliards de dollars du total des dépôts, ont augmenté de 3,6 milliards de dollars et ont servi à financer la croissance de l'encaisse et des prêts. Les dépôts des particuliers, qui représentent les 34 % restants du total des dépôts, soit 82,6 milliards de dollars, ont augmenté de 6,4 milliards de dollars et ont servi à financer la croissance des prêts.

La progression des titres mis en pension ou prêtés, et des titres vendus à découvert a servi à financer les activités de négociation.

Le tableau 24, à la page 89 du Rapport annuel 2007 de BMO, présente les obligations contractuelles selon l'échéance. Il n'y a pas eu de changement important dans les obligations contractuelles qui ne soit pas dans le cours normal des activités.

Gestion du capital

Le 1^{er} novembre 2007, un nouveau dispositif de gestion du capital a été mis en œuvre au Canada. Il s'agit du Nouvel accord de Bâle, ou Bâle II, qui remplace le dispositif de Bâle I utilisé pendant les 20 dernières années.

Bâle II est une étape importante de l'harmonisation des exigences réglementaires et économiques en matière de fonds propres. Il représente une avancée par rapport à Bâle I en ce qu'il établit des exigences réglementaires en matière de capital qui sont plus sensibles au profil de risque d'une banque. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), qui réglemente nos activités, a approuvé la demande de BMO visant à adopter pour notre portefeuille l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée à l'égard du risque de crédit et l'approche standard à l'égard du risque d'exploitation. Une exemption nous a été accordée afin de mettre en œuvre l'approche standard pour établir l'actif pondéré en fonction des risques de crédit de notre filiale Harris Bankcorp, Inc.

L'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée est la méthode la plus poussée d'évaluation du risque proposée par Bâle II. Elle recourt à des techniques de pointe pour mesurer l'actif pondéré en fonction des risques au niveau de l'emprunteur d'après les principes de saine gestion du risque, y compris la prise en compte d'estimations de la probabilité des défaillances, des pertes probables en cas de défaillance, du risque au moment de la défaillance, du terme à courir et du type d'exposition aux catégories d'actifs définies dans l'Accord de Bâle. Ces paramètres de risque sont établis à l'aide des données historiques du portefeuille ainsi que d'études comparatives, et sont mises à jour régulièrement. Les méthodes de validation de ces paramètres sont en place et continuent d'être améliorées afin de quantifier et de distinguer adéquatement les risques pour s'assurer qu'ils reflètent l'évolution de la conjoncture économique et des conditions de crédit. Ces méthodes de validation sont soumises à l'évaluation et à l'approbation des organismes de réglementation. Selon l'approche utilisée par Bâle I, l'actif pondéré en fonction des risques était établi principalement d'après les volumes du bilan plutôt que d'après la qualité du crédit.

En vertu de l'approche standard, les exigences en matière de capital lié au risque d'exploitation sont établies selon la taille et le type de nos secteurs d'activité. Le revenu brut, tel qu'il est défini par Bâle II, donne une indication de la taille des activités et du risque d'exploitation. Il est segmenté en huit secteurs d'activité réglementaires, par type d'activité, puis multiplié par un facteur correspondant prescrit par le dispositif de Bâle II afin de déterminer le capital exposé au risque d'exploitation.

La méthode utilisée pour établir l'actif pondéré en fonction des risques à l'égard du risque de marché n'a pas changé sensiblement entre Bâle I et Bâle II.

Bâle II introduit de nouvelles déductions du capital qui n'étaient pas prises en compte par Bâle I, la principale étant l'exigence de soustraire les pertes nettes sur créances prévues, calculées pour les portefeuilles auxquels s'applique l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée, de la somme correspondante des provisions spécifiques et générales, la différence constituant une déduction ou une augmentation du capital.

L'Accord de Bâle II est présenté plus en détail aux pages 66 et 67 du Rapport annuel 2007 de BMO.

Au 31 janvier 2008, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 9,48 %, avec un actif pondéré en fonction des risques de 179,5 milliards de dollars et un capital de première catégorie de 17,0 milliards de dollars. Le ratio demeure solide et est nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %. Le ratio du capital total de BMO s'établit à 11,26 %.

En conséquence de la mise en œuvre de Bâle II au premier trimestre, les mesures de l'actif pondéré en fonction des risques, du capital et des ratios du capital ne sont pas comparables à celles du 31 octobre 2007. En vertu de Bâle I, au 31 janvier 2008, le ratio du capital de première

catégorie s'établit à 9,05 % et le ratio du capital total, à 11,09 %. À la fin de 2007, le ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,51 % et le ratio du capital total, à 11,74 %, selon les critères de Bâle I.

Au cours de l'exercice, 844 000 actions ont été émises au titre de l'exercice d'options d'achat d'actions, de l'échange d'actions et du Régime de réinvestissement des dividendes. Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires, qui vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, les échanges d'actions et le Régime de réinvestissement des dividendes. BMO a racheté 2,2 millions d'actions de plus qu'il en a été émis au cours de l'exercice 2007.

Le 4 mars 2008, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende en hausse de 0,02 \$ par rapport à il y a un an et équivalent à celui du quatrième trimestre.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 27 février 2008	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	499 423 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 6	250 000 000 \$
Série 10	396 000 000 \$
Options d'achat d'actions	
– droits acquis	15 866 000
– droits non acquis	5 735 000

Les notes 21 et 22 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 121 et 122 du Rapport annuel 2007, ainsi que le tableau de la page 58 du Rapport de gestion annuel inclus dans le Rapport annuel 2007, traitent en détail du capital-actions.

Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées au cours de l'année civile 2006, et tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire par BMO.

Cote de crédit

Les cotes de crédit attribuées aux créances prioritaires de BMO demeurent inchangées avec une perspective stable. Chacune des quatre agences a confirmé sa cote après l'annonce par BMO, le 19 février, de charges prévues pour le trimestre. Les cotes de crédit attribuées à BMO sont réservées à des émissions de premier ordre et de grande qualité. Elles demeurent les suivantes : AA pour Dominion Bond Rating Service, AA- pour Fitch, Aa1 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options d'achat d'actions et les unités d'actions différées octroyées aux administrateurs sont expliquées à la note 27 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 132 du Rapport annuel 2007.

Les contrats de prêt à taux réduits consentis aux dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 27 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 132 du Rapport annuel 2007.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements hors bilan les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui sont décrits aux pages 59 et 60 du Rapport annuel de 2007 et à la note 5 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints. Les modifications qui ont été apportées aux arrangements hors bilan au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2008 sont présentées à la section Conjoncture du marché.

Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2007 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. Il n'y a pas eu de changement à nos conventions comptables au premier trimestre de 2008.

Le Rapport annuel 2007 contient, aux pages 61 à 63, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modifications des conventions comptables

Instruments financiers – Informations à fournir et présentation

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté les nouvelles règles énoncées dans le Manuel de l'ICCA concernant les informations à fournir sur les instruments financiers et la présentation de ces informations. Ces nouvelles règles visent à améliorer la possibilité, pour les utilisateurs des états financiers, d'évaluer l'importance des instruments financiers pour une entité et les risques qu'ils comportent, et de comprendre comment l'entité gère ces risques. Concernant les nouvelles informations à fournir, voir les notes 4 et 14 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.

Informations à fournir concernant le capital

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté les dispositions du nouveau chapitre du Manuel de l'ICCA qui établit des normes pour la communication d'informations qualitatives et quantitatives sur la gestion du capital. Ces normes visent à aider les lecteurs des états financiers à évaluer les objectifs, les politiques et les méthodes d'une entité en ce qui concerne la gestion du capital. Concernant les nouvelles informations à fournir, voir la note 13 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le premier trimestre de 2008

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008				Total BMO
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	
Revenu net d'intérêts (bic) ¹⁾	960	155	303	(204)	1 214
Revenu autre que d'intérêts	466	364	(37)	19	812
Revenu total (bic) ¹⁾	1 426	519	266	(185)	2 026
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	92	1	29	108	230
Frais autres que d'intérêts	861	368	383	2	1 614
Charge de restructuration	-	-	-	-	-
Total des frais autres que d'intérêts	861	368	383	2	1 614
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	473	150	(146)	(295)	182
Impôts sur les bénéfices (bic) ¹⁾	145	52	(112)	(176)	(91)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	18	18
Revenu net – T1-2008	328	98	(34)	(137)	255
Revenu net – T4-2007	320	103	46	(17)	452
Revenu net – T1-2007	326	91	(20)	(49)	348

Autres statistiques

Profit économique net	159	70	(183)	(173)	(127)
Rendement des capitaux propres	20,2 %	37,2 %	(3,4 %)	n.s.	6,7 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	20,6 %	37,6 %	(3,4 %)	n.s.	6,9 %
Levier d'exploitation	(3,1 %)	1,4 %	12,4 %	n.s.	1,5 %
Levier d'exploitation avant amortissement	(3,2 %)	1,3 %	12,4 %	n.s.	1,5 %
Ratio de productivité (bic)	60,3 %	71,0 %	144,2 %	n.s.	79,7 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	59,7 %	70,8 %	144,1 %	n.s.	79,2 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,70 %	8,67 %	0,65 %	n.s.	1,45 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 244	1 031	5 251	1 700	14 226
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	141,7	7,1	186,3	(2,3)	332,8
Effectif – équivalent de durée normale	20 482	4 394	2 418	8 960	36 254

n.s. - non significatif

¹⁾ Les revenus des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic du groupe s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO et les impôts sur les bénéfices sont présentés selon les PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2008.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008	Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Augmentation/(Diminution) c. T4-2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	960	14	2 %	18	2 %
Revenu autre que d'intérêts	466	18	4 %	76	20 %
Revenu total (bic)	1 426	32	2 %	94	7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	92	3	3 %	3	4 %
Frais autres que d'intérêts	861	45	5 %	10	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	473	(16)	(3 %)	81	20 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	145	(18)	(11 %)	73	100 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	328	2	1 %	8	2 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	7	(1)	(11 %)	(1)	(6 %)
Revenu net avant amortissement	335	1	-	7	2 %
Rendement des capitaux propres	20,2 %		(0,1 %)		2,1 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	20,6 %		(0,2 %)		2,0 %
Levier d'exploitation	(3,1 %)		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	60,3 %		1,7 %		(3,5 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	59,7 %		1,8 %		(3,4 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,70 %		(0,08 %)		(0,01 %)
Actif productif moyen	141 680	6 848	5 %	3 915	3 %

n.s – non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008	Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Augmentation/(Diminution) c. T4-2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	793	33	4 %	23	3 %
Revenu autre que d'intérêts	418	12	3 %	74	22 %
Revenu total (bic)	1 211	45	4 %	97	9 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	83	3	4 %	2	4 %
Frais autres que d'intérêts	695	53	8 %	5	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	433	(11)	(2 %)	90	26 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	131	(16)	(11 %)	75	+100 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	302	5	2 %	15	5 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	(2)	(47 %)	(3)	(36 %)
Revenu net avant amortissement	302	3	1 %	12	4 %
Revenus des services aux particuliers, d'assurance et autres	609	19	3 %	12	2 %
Revenus des services aux entreprises	349	12	4 %	14	4 %
Revenu des services de cartes	253	14	6 %	71	40 %
Levier d'exploitation	(4,3 %)		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(4,5 %)		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	57,4 %		2,3 %		(4,5 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	57,3 %		2,4 %		(4,4 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,64 %		(0,03 %)		0,04 %
Actif productif moyen	119 254	6 100	5 %	1 929	2 %

n.s – non significatif

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 5 millions de dollars, ou de 1,7 %.

Le revenu a progressé de 45 millions de dollars, ou de 3,8 %, en raison de la croissance des volumes pour la plupart des produits. La marge nette d'intérêts a reculé de 3 points de base compte tenu de la hausse des coûts de mobilisation des fonds et des pressions continues de la concurrence, facteurs partiellement compensés par une répartition des produits plus avantageuse, la croissance ayant été proportionnellement plus importante dans les produits à forte marge. Si les marges sur les taux d'intérêt à court terme sont revenues à des niveaux moyens historiques vers la fin du trimestre, nous continuons de subir des pressions sur les marges liées à la hausse des coûts de mobilisation des fonds à long terme sur le marché actuel.

Dans le secteur des services aux particuliers, le revenu a augmenté de 19 millions de dollars grâce à l'expansion de la plupart des produits et à la hausse des revenus d'assurance découlant d'une expérience favorable en matière de sinistres. La croissance des prêts aux particuliers comparativement au premier trimestre de 2007 a été forte, s'établissant à 16,6 %, et nous avons accru notre part de marché de 80 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 21 points de base par rapport au quatrième trimestre. Concernant les prêts hypothécaires, la croissance et les marges se sont accrues au premier trimestre de 2008, l'augmentation des prêts établis par nos succursales ayant plus que compensé l'effet de notre retrait du circuit des tiers et des courtiers. Notre part du marché des prêts hypothécaires a reculé de 143 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 26 points de base par rapport au quatrième trimestre, avec la poursuite de l'abandon des prêts provenant de tiers et de courtiers.

Les dépôts des particuliers ont progressé par rapport au quatrième trimestre et notre part de marché a augmenté de 15 points de base. Les dépôts des particuliers ont également crû de 0,4 % par rapport au premier trimestre de 2007, même si notre part de marché a reculé de 32 points de base. Nous continuons à mettre l'accent sur l'amélioration du service à la clientèle et tirons parti de notre initiative Air Miles par carte de débit pour soutenir la croissance des comptes et des soldes.

Dans le secteur des services aux entreprises, le revenu a augmenté de 12 millions de dollars grâce à la forte progression de 11,1 % des prêts par rapport au premier trimestre de 2007. Nous considérons toujours ce secteur comme un atout concurrentiel. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services aux entreprises au Canada, avec une part de marché de 19,37 %. Notre objectif est d'atteindre le premier rang et, au premier trimestre, nous avons accru notre part de marché de 80 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 20 points de base par rapport au quatrième trimestre. Dans le secteur des prêts de 1 million à 5 millions de dollars, la croissance s'est chiffrée à 9,9 % et notre part de marché a augmenté de 100 points de base par rapport au premier trimestre de 2007 et de 29 points de base par rapport au quatrième trimestre.

Les revenus tirés des services de cartes et de règlement se sont accrues de 14 millions de dollars en raison de la croissance des volumes et des transactions.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 53 millions de dollars, ou de 8,1 %, largement en raison de la hausse des frais liés au personnel

et des dépenses liées aux initiatives. Pour ce qui est de l'avenir, nous entendons continuer à investir dans des initiatives stratégiques clés et, attentifs aux pressions exercées par les taux d'intérêt, nous allons continuer à gérer les dépenses d'un point de vue tactique. Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à (4,5 %), la hausse des frais ayant dépassé celle des revenus.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 7,5 milliards de dollars, ou de 6,2 %, par rapport au premier trimestre de 2007 et de 1,9 milliard de dollars, ou de 1,5 %, par rapport au quatrième trimestre. Les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrues de 2,4 milliards de dollars, ou de 5,2 %, par rapport à la même période l'an dernier et de 1,0 milliard de dollars, ou de 2,1 % par rapport au quatrième trimestre.

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 15 millions de dollars, ou de 4,6 %. Au trimestre précédent, trois éléments notables avaient accru le revenu net de 6 millions de dollars : un gain de 107 millions de dollars (83 millions après impôts) provenant de la vente des actions de MasterCard International Inc. que nous avons décidé de liquider du fait de la valeur inhérente de notre placement, et un recouvrement de 43 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, moins un rajustement de 185 millions de dollars (120 millions après impôts) pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre du programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit. Afin de réduire au minimum la volatilité future du revenu net, nous continuons d'examiner la possibilité de transférer le passif et de modifier la structure de coûts afin d'éliminer le risque lié aux changements dans les habitudes d'échange de récompenses.

Le revenu a augmenté de 97 millions de dollars, ou de 8,7 %, et de 19 millions de dollars, ou de 1,6 %, sans l'incidence, à hauteur de 78 millions de dollars, des éléments notables présentés ci-dessus. L'augmentation est attribuable principalement à la hausse des volumes, des marges nettes d'intérêts et des revenus d'assurance et de titrisation, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des revenus des services de cartes et des produits de placement à terme. La marge nette d'intérêts a progressé de 4 points de base grâce aux coûts de mobilisation des fonds moins élevés, à la répartition favorable des activités, à l'augmentation des commissions sur les prêts aux entreprises et à l'augmentation de la marge sur les services de cartes compte tenu de l'accroissement des soldes renouvelables. Ces éléments favorables ont été partiellement neutralisés par la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires et les pressions de la concurrence sur les dépôts des entreprises.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 5 millions de dollars, ou de 0,8 %, largement en raison de la hausse des coûts répartis et des frais liés au personnel, y compris les coûts annuels de la rémunération à base d'actions pour les employés admissibles à la retraite. Ces facteurs ont été contrebalancés par le recul des dépenses liées aux initiatives.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008	Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Augmentation/(Diminution) c. T4-2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	167	(19)	(10 %)	(5)	(3 %)
Revenu autre que d'intérêts	48	6	14 %	2	4 %
Revenu total (bic)	215	(13)	(6 %)	(3)	(1 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	9	-	-	1	5 %
Frais autres que d'intérêts	166	(8)	(5 %)	5	3 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	40	(5)	(10 %)	(9)	(18 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	14	(2)	(10 %)	(2)	(18 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	26	(3)	(10 %)	(7)	(18 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	7	1	1 %	2	2 %
Revenu net avant amortissement	33	(2)	(8 %)	(5)	(15 %)
Levier d'exploitation	(0,7 %)		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(0,4 %)		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	77,0 %		0,6 %		3,6 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	73,4 %		0,3 %		3,4 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,97 %		(0,43 %)		(0,37 %)
Actif productif moyen	22 426	748	3 %	1 986	10 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	167	7	5 %	(6)	(3 %)
Revenu autre que d'intérêts	48	12	33 %	1	3 %
Revenu total (bic)	215	19	10 %	(5)	(2 %)
Frais autres que d'intérêts	166	16	11 %	6	3 %
Revenu net	26	1	5 %	(7)	(18 %)
Actif moyen	24 246	4 012	20 %	2 052	9 %

n.s – non significatif

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2007

Le revenu net a reculé de 3 millions de dollars, ou de 9,5 %. En dollars américains, le revenu net a progressé de 1 million de dollars, ou de 5,2 %.

Le revenu a augmenté de 19 millions de dollars américains, ou de 9,9 %. L'acquisition de la First National Bank & Trust (FNBT) a représenté 12 millions de dollars américains de cette augmentation. Les prêts aux particuliers et aux entreprises ont crû de 1,9 milliard de dollars américains, soit une hausse de 10,5 % ou de 7,1 %, si on fait abstraction de la FNBT. Les dépôts ont augmenté de 1,2 milliard de dollars américains, soit une hausse de 7,6 % ou de 1,8 %, abstraction faite de la FNBT, dans un environnement très concurrentiel. L'effet de la croissance des volumes et de la hausse des frais, droits, commissions et autres éléments du revenu autre que d'intérêts a été partiellement contrebalancé par la baisse de la marge nette d'intérêts. Environ 22 points de base de cette baisse sont attribuables au transfert par les Services d'entreprise d'un petit portefeuille de placements axé sur le client. Les 21 points de base restants de la baisse de la marge nette d'intérêts s'expliquent par les pressions de la concurrence sur les prix, par la préférence des clients pour les produits à faible marge, au détriment des produits à marge élevée, tant dans le secteur des prêts que dans celui des dépôts, et par les niveaux accrus des prêts à intérêt non comptabilisés.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 16 millions de dollars américains, ou de 11 %. Abstraction faite de la FNBT, les frais ont augmenté de 8 millions de dollars américains. L'augmentation est attribuable aux dépenses liées aux initiatives, aux nouvelles succursales et aux coûts associés aux hausses des volumes. Les coûts d'intégration des acquisitions ont été comparables au cours des deux périodes. Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à (0,4 %).

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net a baissé de 7 millions de dollars, ou de 18 %, en dollars canadiens et en dollars américains, comme on pouvait s'y attendre après un quatrième trimestre très solide.

Le revenu a fléchi de 5 millions de dollars américains, ou de 1,5 %. La croissance des prêts s'est poursuivie, avec une hausse de 0,2 milliard de dollars américains, ou de 1,2 %, tandis que la croissance des dépôts a été faible. La marge nette d'intérêts a été réduite de 22 points de base par le transfert de portefeuille susmentionné. Les 15 points de base restants de la baisse de la marge découlent des mêmes facteurs dont il a été question précédemment et leur effet a plus que neutralisé les avantages de la hausse des volumes.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 6 millions de dollars américains, ou de 3,4 %, en raison des dépenses liées aux initiatives et des coûts associés à la hausse du volume.

Notre taux de recommandation net, qui mesure la fidélité de la clientèle, est resté comparable à celui du trimestre précédent.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008	Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Augmentation/(Diminution) c. T4-2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	155	4	3 %	1	-
Revenu autre que d'intérêts	364	9	3 %	10	3 %
Revenu total (bic)	519	13	3 %	11	2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêts	368	4	1 %	12	3 %
Revenu avant impôts sur les bénéfiques	150	9	6 %	(1)	(2 %)
Impôts sur les bénéfiques (bic)	52	2	4 %	4	3 %
Revenu net	98	7	8 %	(5)	(5 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	-	-	-	-
Revenu net avant amortissement	99	7	7 %	(5)	(5 %)
Rendement des capitaux propres	37,2 %		5,7 %		2,5 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	37,6 %		5,7 %		2,6 %
Levier d'exploitation	1,4 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	1,3 %		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	71,0 %		(1,0 %)		1,1 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	70,8 %		(0,9 %)		1,2 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	8,67 %		(1,08 %)		(0,45 %)
Actif productif moyen	7 126	998	16 %	356	5 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	62	3	6 %	-	-
Frais autres que d'intérêts	59	(1)	(2 %)	(7)	(11 %)
Revenu net	2	3	+100 %	5	+100 %
Revenu net avant amortissement	3	3	+100 %	5	+100 %
Actif moyen	2 260	213	10 %	50	2 %

n.s. – non significatif

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 7 millions de dollars, ou de 7,6 %.

Malgré la faiblesse des conditions du marché, le revenu a progressé de 13 millions de dollars, ou de 2,7 %, et de 25 millions de dollars, ou de 5,0 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Le revenu net d'intérêts a crû, principalement en raison de l'accroissement des soldes des dépôts dans le secteur du courtage. Cette croissance a été contrebalancée partiellement par la baisse des marges sur les produits de placement à terme qui ont subi l'incidence négative de l'environnement concurrentiel. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté, essentiellement en raison de la hausse des revenus des services fiduciaires et des services d'investissement dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord, partiellement neutralisée par le recul des revenus tirés des commissions dans le secteur du courtage.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 4 millions de dollars, ou de 1,3 %, et de 14 millions de dollars, ou de 3,9 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, essentiellement en raison de la poursuite des investissements dans l'équipe de vente qui traite directement avec les clients et dans l'infrastructure de soutien. Cette augmentation a été partiellement neutralisée par la baisse des frais liés aux revenus, principalement attribuable à la diminution des revenus tirés des commissions dans le secteur du courtage.

Depuis le 1^{er} décembre 2007, BMO Fonds d'investissement absorbe les charges d'exploitation de ses fonds en contrepartie de frais de gestion fixes. En conséquence, le revenu et les frais autre(s) que d'intérêts ont augmenté pendant le trimestre.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à 1,3 %.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme du groupe, qui se chiffrent à 283 milliards de dollars, ont subi l'effet de la faiblesse des conditions du marché. L'actif a augmenté de 11 milliards de dollars, ou de 4,0 %, sur 12 mois, abstraction faite de l'incidence du change et du transfert à PE États-Unis de nos services de fiducie et de garde de titres aux institutions aux États-Unis, au troisième trimestre de 2007.

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net a fléchi de 5 millions de dollars, ou de 5,1 %.

Le revenu a augmenté de 11 millions de dollars, ou de 1,7 %, dans une conjoncture difficile du marché, essentiellement en raison de la hausse des revenus tirés des services de placement traditionnels et de l'augmentation des services fiduciaires et des services d'investissement dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Ces facteurs favorables ont été partiellement contrebalancés par la baisse de la marge sur les produits de placement à terme.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 12 millions de dollars, ou de 3,4 %, essentiellement en raison de la passation en charges au premier trimestre des coûts annuels de la rémunération à base d'actions pour les employés admissibles à la retraite, et de l'augmentation des frais liés aux revenus. Le groupe a toujours pour objectif de gérer les charges en phase avec la conjoncture actuelle du marché.

Les nouveaux frais de gestion fixes ont accru le revenu et les frais autre(s) que d'intérêts pendant le trimestre.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008	Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Augmentation/(Diminution) c. T4-2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	303	71	30 %	70	30 %
Revenu autre que d'intérêts	(37)	(12)	(49 %)	(225)	(+100 %)
Revenu total (bic)	266	59	28 %	(155)	(37 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	29	9	46 %	10	55 %
Frais autres que d'intérêts	383	53	16 %	(16)	(4 %)
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices	(146)	(3)	(2 %)	(149)	(+100 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	(112)	11	9 %	(69)	(+100 %)
Revenu net (perte nette)	(34)	(14)	(74 %)	(80)	(+100 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	-	-
Revenu net avant amortissement	(34)	(14)	(74 %)	(80)	(+100 %)
Revenu de produits de négociation	(36)	141	80 %	(34)	(+100 %)
Revenu d'investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu	302	(82)	(21 %)	(121)	(29 %)
Rendement des capitaux propres	(3,4 %)		(1,1 %)		(6,3 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	(3,4 %)		(1,1 %)		(6,3 %)
Levier d'exploitation	12,4 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	12,4 %		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	144,2 %		(15,4 %)		49,2 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	144,1 %		(15,4 %)		49,2 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,65 %		0,03 %		0,13 %
Actif productif moyen	186 319	37 066	25 %	8 219	5 %
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)					
Revenu	294	464	+100 %	(63)	(18 %)
Frais autres que d'intérêts	208	72	54 %	18	9 %
Revenu net (perte nette)	56	219	+100 %	(58)	(51 %)
Actif moyen	93 478	27 071	41 %	12 051	15 %

n.s – non significatif

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2007

BMO Marchés des capitaux a subi une perte nette de 34 millions de dollars au premier trimestre, par rapport à une perte nette de 20 millions de dollars à la même période il y a un an. Abstraction faite des éléments significatifs, présentés en détail à la page 7, le revenu net a augmenté de 73 millions de dollars, ou de 33 %, et s'établit à 290 millions de dollars, en grande partie en raison de la baisse de la rémunération liée au rendement.

Le revenu a crû de 59 millions de dollars et s'établit à 266 millions de dollars. Abstraction faite des éléments significatifs, le revenu a augmenté de 38 millions de dollars, ou de 5,2 %, et atteint 754 millions de dollars. Le rendement a été favorable dans plusieurs domaines, notamment les secteurs sensibles aux taux d'intérêt, les revenus tirés des commissions et les services de gestion de trésorerie. Les revenus tirés des fusions et acquisitions et des prises fermes de titres d'emprunt ont été stables et les revenus de négociation sur les opérations de change ont augmenté. À l'inverse, les revenus tirés des commissions sur prêts et des prises fermes de titres de participation ont baissé.

Le revenu de produits de négociation a progressé de 141 millions de dollars, ou de 80 %, et de 79 millions de dollars, ou de 24 %, abstraction faite des éléments significatifs liés aux produits de négociation dans les deux périodes.

Le revenu d'investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu a fléchi de 82 millions de dollars, ou de 21 %, et de 41 millions de dollars, ou de 11 %, abstraction faite des éléments significatifs comptabilisés au premier trimestre.

Le revenu net d'intérêts a augmenté par rapport à la même période il y a un an, grâce aux bons résultats de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et à la hausse des actifs des services bancaires aux grandes entreprises. La marge nette d'intérêts a gagné 3 points de base en 12 mois.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 53 millions de dollars, ou de 16 %, en raison de la hausse des coûts répartis et de la baisse de la rémunération liée au rendement enregistrés pendant l'exercice

précédent, y compris une réduction de 87 millions de dollars liée aux éléments significatifs de cette période. Abstraction faite de la charge significative de l'exercice précédent, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 34 millions de dollars, ou de 8,3 %. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe s'est établi à 12,4 %, ou à 13,5 % abstraction faite des éléments significatifs.

Le recouvrement d'impôts relativement important sur la perte subie au premier trimestre de 2008 s'explique par le fait que les pertes ont été enregistrées dans des territoires où les taux d'imposition sont élevés et que les revenus ont été réalisés dans des territoires où les taux d'imposition sont peu élevés.

Comparaison du premier trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net a diminué de 80 millions de dollars. Abstraction faite des éléments significatifs, le revenu net a progressé de 17 millions de dollars, ou de 6,0 %.

Le revenu a reculé de 155 millions de dollars, ou de 37 %. Abstraction faite des éléments significatifs, le revenu a reculé de 9 millions de dollars, ou de 1,2 %, et s'établit à 754 millions de dollars. Les conditions du marché sont encore difficiles, ce qui se traduit par une baisse des commissions sur fusions et acquisitions, des commissions de prise ferme de titres d'emprunt et des commissions sur prêts. En revanche, les revenus de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt, les revenus de négociation excluant les éléments significatifs, les commissions de prise ferme de titres de participation et les revenus de commissions ont augmenté.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 16 millions de dollars, ou de 4,1 %, en raison de la baisse des frais informatiques et des honoraires professionnels.

Abstraction faite des éléments significatifs, le levier d'exploitation avant amortissement aurait été de 13,5 % au premier trimestre de 2008 et de 19,0 % au quatrième trimestre de 2007.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2008	Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Augmentation/(Diminution) c. T4-2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	(204)	(71)	(54 %)	(71)	(51 %)
Revenu autre que d'intérêts	19	(73)	(79 %)	(53)	(74 %)
Revenu total (bic)	(185)	(144)	(+100 %)	(124)	(+100 %)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	108	166	+100 %	66	+100 %
Frais autres que d'intérêts	2	(26)	(93 %)	(23)	(92 %)
Charge de restructuration	-	(135)	(100 %)	(24)	(100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	2	(161)	(99 %)	(47)	96 %
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(295)	(149)	(+100 %)	(143)	(90 %)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(176)	(60)	(53 %)	(22)	(14 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	(1)	(4 %)	(1)	(4 %)
Revenu net (perte nette)	(137)	(88)	(+100 %)	(120)	(+100 %)
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)					
Revenu	(68)	(46)	(+100 %)	(31)	(99 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	119	139	+100 %	75	+100 %
Frais autres que d'intérêts	(19)	(15)	(+100 %)	(11)	(+100 %)
Charge de restructuration	-	(18)	(+100 %)	(8)	(+100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	(19)	(33)	(+100 %)	(19)	(+100 %)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(72)	(62)	(+100 %)	(38)	(+100 %)
Revenu net (perte nette)	(101)	(90)	(+100 %)	(50)	(+100 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, le marketing, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et opérations sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et opérations.

Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette du trimestre s'établit à 137 millions de dollars, comparativement à une perte de 49 millions pour l'exercice précédent. Les résultats des deux périodes ont subi l'incidence négative des éléments significatifs, qui sont présentés à la page 7. Abstraction faite des éléments significatifs, la perte nette du trimestre s'établit à 99 millions de dollars, comparativement à un revenu net de 39 millions de dollars au premier trimestre de 2007. Le recul est principalement attribuable à la hausse des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances et à la baisse des revenus, partiellement neutralisées par la diminution des frais. La baisse des revenus est principalement attribuable à un recul des résultats de certaines filiales dû à un certain nombre d'éléments et à une baisse des gains sur opérations de couverture, y compris les gains de change, alors que les résultats de l'exercice précédent comprenaient un fort gain découlant de l'évaluation à la valeur de marché. De plus, un nombre élevé d'éléments peu significatifs en soi ont influé négativement sur les revenus au premier trimestre. La réduction des frais s'explique principalement par les recouvrements plus élevés de frais précédemment non répartis.

Au quatrième trimestre de 2007, la perte nette se chiffrait à 17 millions de dollars. Abstraction faite des éléments significatifs pour les deux périodes, le revenu net a diminué de 130 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2007 en raison de la hausse des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances et de la baisse des revenus, partiellement neutralisées par la diminution des frais. La baisse des revenus est principalement attribuable à un recul des résultats de certaines filiales dû à un certain nombre d'éléments, à une baisse des gains sur opérations de couverture de change, à une réduction du revenu d'intérêts sur les redressements et les remboursements d'impôts et à un nombre élevé d'éléments peu significatifs en soi qui ont influé négativement sur les revenus au premier trimestre. La réduction des frais s'explique principalement par les recouvrements plus élevés de frais précédemment non répartis.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	2 984 \$	2 971 \$	2 935 \$	2 839 \$	2 812 \$
Valeurs mobilières	948	910	786	731	726
Dépôts à d'autres banques	315	387	291	230	220
	4 247	4 268	4 012	3 800	3 758
Frais d'intérêts					
Dépôts	2 297	2 328	1 968	1 833	1 776
Dettes subordonnées	49	51	46	40	43
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	23	24	24	26	25
Autres passifs	664	669	727	697	718
	3 033	3 072	2 765	2 596	2 562
Revenu net d'intérêts	1 214	1 196	1 247	1 204	1 196
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 2)	230	151	91	59	52
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	984	1 045	1 156	1 145	1 144
Revenu autre que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	271	265	299	303	278
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	182	183	180	182	183
Revenus (pertes) de négociation	(301)	(165)	40	(10)	(352)
Commissions sur prêts	92	105	102	100	99
Frais de services de cartes	67	(105)	79	70	63
Gestion de placements et gardes de titres	81	83	81	81	77
Revenus tirés de fonds d'investissement	154	148	151	140	137
Revenus de titrisation	80	61	65	83	87
Commissions de prise ferme et de consultation	92	103	160	159	106
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	(2)	148	6	48	44
Revenus de change, autres que de négociation	29	48	30	33	21
Revenus d'assurance	62	52	55	77	46
Autres	5	78	60	58	81
	812	1 004	1 308	1 324	870
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	1 796	2 049	2 464	2 469	2 014
Frais autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel (note 8)	945	901	1 024	969	931
Bureaux et matériel	326	350	325	320	308
Amortissement des actifs incorporels	10	11	11	13	11
Déplacements et expansion des affaires	72	92	72	64	59
Communications	42	36	38	42	33
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	12	6	-	17	24
Honoraires	79	108	62	67	64
Autres	128	127	127	122	108
	1 614	1 631	1 659	1 614	1 538
Charge de restructuration (note 9)	-	24	-	-	135
Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	182	394	805	855	341
Impôts sur les bénéfices	(91)	(77)	127	165	(26)
	273	471	678	690	367
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	19	18	19	19
Revenu net	255 \$	452 \$	660 \$	671 \$	348 \$
Dividendes sur actions privilégiées	15 \$	12 \$	9 \$	13 \$	9 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	240 \$	440 \$	651 \$	658 \$	339 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	499 067	498 379	499 793	500 510	501 136
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	505 572	506 173	507 913	509 943	510 320
Résultat par action (en dollars canadiens)					
De base	0,48 \$	0,89 \$	1,30 \$	1,31 \$	0,68 \$
Dilué	0,47	0,87	1,28	1,29	0,67
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,70	0,70	0,68	0,68	0,65

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007
Actif					
Encaisse	26 122 \$	22 890 \$	25 041 \$	19 502 \$	22 873 \$
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	63 377	70 773	67 716	63 600	58 401
Titres disponibles à la vente	24 341	26 010	17 046	17 529	18 235
Titres divers	1 747	1 494	1 456	1 460	1 465
Titres de substituts de prêts	-	-	11	11	11
	89 465	98 277	86 229	82 600	78 112
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	53 224	52 429	62 297	62 908	63 109
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	34 517	33 189	33 009	31 913	31 474
Prêts sur cartes de crédit	4 685	4 493	4 347	3 899	3 764
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	66 205	62 650	63 795	60 956	58 108
Titres pris en pension ou empruntés	42 937	37 093	34 216	35 063	41 843
	201 568	189 854	197 664	194 739	198 298
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 590	12 389	8 993	9 530	8 252
Provision pour pertes sur créances (note 2)	(1 227)	(1 055)	(1 045)	(1 059)	(1 078)
	211 931	201 188	205 612	203 210	205 472
Autres actifs					
Instruments dérivés	36 857	32 585	30 030	38 711	37 361
Bureaux et matériel	1 977	1 980	2 015	2 047	2 057
Écarts d'acquisition	1 189	1 140	1 232	1 252	1 306
Actifs incorporels	152	124	149	174	207
Actifs divers	9 132	8 340	8 846	9 031	8 103
	49 307	44 169	42 272	51 215	49 034
Total de l'actif	376 825 \$	366 524 \$	359 154 \$	356 527 \$	355 491 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	34 991 \$	34 100 \$	30 561 \$	28 256 \$	33 811 \$
Entreprises et administrations publiques	125 312	121 748	120 757	114 504	104 994
Particuliers	82 608	76 202	77 709	78 855	78 309
	242 911	232 050	229 027	221 615	217 114
Autres passifs					
Instruments dérivés	32 776	33 584	30 543	40 192	38 842
Acceptations	11 590	12 389	8 993	9 530	8 252
Titres vendus à découvert	28 393	25 039	28 551	24 692	19 472
Titres mis en pension ou prêtés	28 331	31 263	30 992	31 027	40 965
Passifs divers	12 478	12 055	10 682	10 055	11 083
	113 568	114 330	109 761	115 496	118 614
Dette subordonnée (note 10)	3 446	3 446	3 446	2 395	2 745
Actions privilégiées (note 11)	250	250	450	450	450
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 11)	5 648	5 607	5 318	5 272	5 225
Surplus d'apport	65	58	56	55	55
Bénéfices non répartis	11 056	11 166	11 158	11 017	10 836
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte	(1 269)	(1 533)	(1 212)	(923)	(698)
	15 500	15 298	15 320	15 421	15 418
Total du passif et des capitaux propres	376 825 \$	366 524 \$	359 154 \$	356 527 \$	355 491 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2008	31 janvier 2007
Revenu net		
Autres éléments du résultat étendu	255 \$	348 \$
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(2)	2
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	64	(45)
Gain net provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	202	182
Total du résultat étendu	519 \$	487 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2008	31 janvier 2007
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	1 196 \$	596 \$
Actions émises au cours de la période (note 11)	-	350
Solde à la fin de la période	1 196	946
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	4 411	4 231
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	28	28
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	13	29
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	1
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(10)
Solde à la fin de la période	4 452	4 279
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	58	49
Frais liés aux options sur actions	7	6
Solde à la fin de la période	65	55
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	11 166	10 974
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 39 \$)	-	(71)
Revenu net	255	348
Dividendes — Actions privilégiées	(15)	(9)
— Actions ordinaires	(350)	(325)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(72)
Frais d'émission d'actions	-	(9)
Solde à la fin de la période	11 056	10 836
Cumul des autres éléments du résultat étendu — Résultat provenant des titres disponibles à la vente		
Solde au début de la période	35	-
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$)	-	3
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 12 \$ et 4 \$)	(25)	7
Reclassement des pertes (gains) réalisés dans le revenu net au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 10 \$ et 3 \$)	23	(5)
Solde à la fin de la période	33	5
Cumul des autres éléments du résultat étendu — Perte provenant des couvertures de flux de trésorerie		
Solde au début de la période	(166)	-
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	-	(51)
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 15 \$ et 25 \$)	27	(48)
Reclassement des pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 17 \$ et 2 \$)	37	3
Solde à la fin de la période	(102)	(96)
Cumul des autres éléments du résultat étendu — Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger		
Solde au début de la période	(1 402)	(789)
Gain non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	592	493
Incidence de la couverture des gains non réalisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 185 \$ et 164 \$)	(390)	(311)
Solde à la fin de la période	(1 200)	(607)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu — Perte	(1 269)	(698)
Total des capitaux propres	15 500 \$	15 418 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2008	31 janvier 2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Revenu net	255 \$	348 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation		
Dévaluation de titres, autres que de négociation	39	-
Gain net sur titres, autres que de négociation	(37)	(44)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	9 198	(5 295)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	230	52
Gain à la vente de prêts titrisés (note 3)	(59)	(60)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) des actifs dérivés	(3 442)	(5 874)
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(1 881)	6 174
Amortissement des bureaux et du matériel	96	92
Amortissement des actifs incorporels	10	11
Augmentation (diminution) nette des impôts futurs	15	(61)
Diminution nette des impôts exigibles	(461)	(501)
Variation des intérêts courus – Diminution des intérêts à recevoir	243	206
– Diminution des intérêts à payer	(55)	(62)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(1 833)	2 068
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	2 318	(2 946)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation nette des dépôts	4 208	7 080
Augmentation nette des titres vendus à découvert	3 087	3 922
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(3 902)	8 135
Augmentation nette du passif des filiales	1 665	3
Produit de l'émission d'actions privilégiées	-	350
Produit de l'émission d'actions ordinaires	41	57
Frais d'émission d'actions	-	(9)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(82)
Dividendes versés	(365)	(334)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de financement	4 734	19 122
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
(Augmentation) nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(2 746)	(2 153)
Achats de titres, autres que de négociation	(7 094)	(11 461)
Échéances de titres, autres que de négociation	5 466	7 285
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	3 972	1 098
(Augmentation) nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des titres de substituts de prêts	(2 823)	(1 652)
Produit de la titrisation de prêts (note 3)	545	942
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(4 909)	(9 752)
Bureaux et matériel – achats nets	(60)	(29)
Acquisitions (note 7)	(40)	(384)
Montant net des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(7 689)	(16 106)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	84	97
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(553)	167
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 650	2 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 097 \$	2 625 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres de la période antérieure ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2008 (non vérifié)

Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, telles qu'elles figurent aux pages 96 à 137 de notre Rapport annuel 2007. Les présents états financiers consolidés ont

été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Note 2 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs

divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 31 janvier 2008 et au 31 janvier 2007, il n'y avait pas de provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 janvier 2008	31 janvier 2007	31 janvier 2008	31 janvier 2007	31 janvier 2008	31 janvier 2007	31 janvier 2008	31 janvier 2007	31 janvier 2008	31 janvier 2007
Provision spécifique au début de la période	14 \$	5 \$	1 \$	1 \$	142 \$	147 \$	- \$	- \$	157 \$	153 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	-	68	49	101	3	-	-	170	52
Recouvrements	-	-	19	18	3	4	-	-	22	22
Radiations	-	(1)	(87)	(67)	(15)	(6)	-	-	(102)	(74)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	3	3	-	-	3	3
Provision spécifique à la fin de la période	15	4	1	1	234	151	-	-	250	156
Provision générale au début de la période	11	23	327	340	517	506	43	36	898	905
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	(4)	30	15	36	(14)	(3)	3	60	-
Écarts de change et autres	-	-	-	-	19	17	-	-	19	17
Provision générale à la fin de la période	8	19	357	355	572	509	40	39	977	922
Provision totale	23 \$	23 \$	358 \$	356 \$	806 \$	660 \$	40 \$	39 \$	1 227 \$	1 078 \$

Note 3 : Titrisation

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 563 millions de dollars pour un produit en espèces total de 545 millions de dollars. Aucune perte sur créances n'est prévue puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé un gain de 5 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 24 millions de dollars dans les titres disponibles à la vente et un passif de gestion de 4 millions de dollars dans

les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts. Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,4 années, un taux de remboursement anticipé de 10,0 %, un taux d'intérêt de 5,21 % et un taux d'actualisation de 4,77 %.

De plus, les gains à la vente de prêts vendus à toutes les entités de titrisation à rechargement ont été de 54 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008.

Note 4 : Instruments financiers

Option de la juste valeur

La direction peut choisir de comptabiliser des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés.

La Banque a désigné les obligations achetées pour soutenir son programme d'obligations municipales encaissables par anticipation comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Autrement, ces obligations seraient comptabilisées comme des titres disponibles à la vente, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Dans le cadre de la gestion de ce programme, nous concluons des contrats sur instruments dérivés pour nous protéger contre les variations de la juste valeur de ces obligations, causées par les variations des taux d'intérêt. Le choix de l'option de la juste valeur permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur des obligations au 31 janvier 2008 était de 29 millions de dollars. L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste pertes de négociation, de moins de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. La diminution a été neutralisée par une perte sur les instruments dérivés.

Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les actifs dérivés et les passifs dérivés au 31 janvier 2008 était la suivante :

	Titres disponibles à la vente	Titres de négociation	Instruments dérivés	
			Actif	Passif
Évaluation selon les cours du marché	56 %	98 %	5 %	6 %
Évaluation selon les modèles internes (avec données observables)	43	-	93	93
Évaluation selon les modèles internes (sans données observables)	1	2	2	1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables était la suivante :

Titres de négociation

Les titres de négociation comprenaient, au 31 janvier 2008, une somme de 302 millions de dollars relative à du papier commercial adossé à des actifs (PCAA), administré par des tiers, dont la valeur nominale s'élevait à 362 millions de dollars. Ce PCAA est considéré comme étant de niveau 3, car sa valeur a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie et à la probabilité de restructuration des entités conformément à la Proposition de Montréal, plutôt qu'en fonction de la valeur de liquidation. L'estimation des probabilités est ce qui influe le plus sur l'évaluation du PCAA. Pour déterminer la valeur au 31 janvier 2008, nous avons estimé la probabilité de restructuration de l'entité sous-jacente à 85 %, et celle de sa liquidation à 15 %. L'incidence de l'hypothèse que la probabilité de liquidation augmente ou diminue de 5 % serait une variation de la juste valeur de 6 millions et de (7) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de cet investissement sur le revenu net a été une charge de 6 millions de dollars avant impôts.

Notre risque résiduel lié à Apex/Sitka s'élevait à 495 millions de dollars au 31 janvier 2008, dont une somme de 302 millions de dollars est investie dans du PCAA (pour une valeur nominale de 430 millions de dollars) et comptabilisée dans les titres de négociation, et une somme de 193 millions de dollars dans des garanties. Ces sommes sont considérées comme étant de niveau 3, car leur valeur a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie et à la probabilité de restructuration des entités, plutôt qu'en fonction de la valeur de liquidation. L'estimation des probabilités est ce qui influe le plus sur l'évaluation. Nous avons estimé la probabilité de restructuration de l'entité sous-jacente à 70 %, et celle de sa liquidation à 30 %. L'incidence, sur notre risque résiduel, de l'hypothèse que la probabilité de liquidation augmente ou diminue de 5 % serait une variation de la juste valeur de 37 millions et de (36) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de notre risque lié à Apex/Sitka sur le revenu net a été une charge de 130 millions de dollars avant impôts.

Note 5 : Entités à détenteurs de droits variables

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par les entités de titrisation des clients non consolidées totalisaient 23 629 millions de dollars au 31 janvier 2008 (25 465 millions au 31 octobre 2007), dont 15 705 millions en actifs canadiens (17 536 millions au 31 octobre 2007) et le solde en actifs américains. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien ou d'engagements de crédit ferme. Au 31 janvier 2008, le montant net de notre exposition au risque lié au papier commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 1 730 millions de dollars (5 564 millions au 31 octobre 2007), et le montant des concours de trésorerie s'élevait à 28 148 millions de dollars (31 475 millions au 31 octobre 2007), dont 17 882 millions (20 756 millions au 31 octobre 2007) étaient liés à des facilités canadiennes, le solde étant lié à des facilités américaines. Au 31 janvier 2008, 624 millions de dollars étaient utilisés dans le cadre de ces facilités (aucune somme au 31 octobre 2007). La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités à détenteurs de droits variables (EDDV) est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif dérivé de 29 millions de dollars au 31 janvier 2008 (un passif dérivé de 20 millions de dollars au 31 octobre 2007).

Au 31 janvier 2008, notre bilan consolidé comportait des actifs de 292 millions de dollars classés dans les autres actifs et un passif de 15 millions de dollars classé sous le titre dépôts (respectivement 311 millions et 65 millions au 31 octobre 2007), à la suite de la consolidation de deux EDDV.

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens, soit à des fins de gestion de capital, soit pour obtenir des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 6 526 millions de dollars au 31 janvier 2008 (6 552 millions au 31 octobre 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque. Au 31 janvier 2008, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 67 millions de dollars (367 millions au 31 octobre 2007). Nous fournissons également un soutien de trésorerie aux entités de titrisation de la Banque correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours. Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions de dollars au 31 janvier 2008 et au 31 octobre 2007. Aucune somme n'était utilisée au 31 janvier 2008 et au 31 octobre 2007. La juste valeur des instruments dérivés en cours avec ces entités et comptabilisés dans notre bilan consolidé était un actif dérivé de 33 millions de dollars au 31 janvier 2008 (un passif dérivé de 52 millions au 31 octobre 2007).

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 18 228 millions de dollars, dont 2 766 millions en espèces, au 31 janvier 2008 (actifs totalisant 22 754 millions au 31 octobre 2007). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien, d'engagements de crédit ferme ou d'achat de leurs titres de créance de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, s'élevait à 33 millions de dollars au 31 janvier 2008 (53 millions au 31 octobre 2007),

déduction faite de dévaluations pour un montant de 23 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008 (13 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007). Nous avons fourni des engagements de financement équivalant à 1,4 milliard de dollars (1,3 milliard au 31 octobre 2007) pour l'achat de billets de premier rang émis par les entités de gestion de placements structurés, qui étaient entièrement utilisés au 31 janvier 2008. Le montant contractuel global des lettres de crédit dans le cadre des concours de trésorerie s'élevait à 237 millions de dollars au 31 janvier 2008 (221 millions au 31 octobre 2007); aucune somme n'était utilisée au 31 janvier 2008 et au 31 octobre 2007. La juste valeur de nos contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités de gestion de placements structurés est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif dérivé de 8 millions de dollars au 31 janvier 2008 (un passif dérivé de 11 millions au 31 octobre 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV. Postérieurement au trimestre terminé le 31 janvier 2008, nous avons annoncé une proposition visant à fournir un financement de premier rang d'un montant maximal de 13 milliards de dollars par l'entremise d'un concours de trésorerie, afin de soutenir le remboursement de billets de premier rang. Les billets de premier rang équivalant à 1,4 milliard de dollars, détenus au 31 janvier 2008, seront remboursés au moyen de ce nouveau concours de trésorerie.

Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui visent les investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent et couvrir notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous consolidons les EDDV lorsque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et/ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Le total des actifs et notre risque de perte dans ces EDDV consolidées s'élevaient à 409 millions de dollars au 31 janvier 2008 (440 millions au 31 octobre 2007). Les actifs détenus par ces EDDV dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 333 millions de dollars au 31 janvier 2008 (353 millions au 31 octobre 2007). Notre risque de subir les pertes des EDDV relativement à cette activité se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 90 millions de dollars au 31 janvier 2008 (99 millions au 31 octobre 2007).

Nous soutenons également Apex/Sitka, une EDDV qui fournit aux détenteurs d'investissements dans des portefeuilles de créances une protection de crédit par l'émission de papier commercial. Nous ne sommes pas tenus de consolider cette EDDV. Les actifs détenus par Apex/Sitka s'élevaient à 2 012 millions de dollars au 31 janvier 2008 et au 31 octobre 2007. Notre risque de subir les pertes de cette EDDV se limite au montant de notre investissement qui s'élevait à 302 millions de dollars au 31 janvier 2008 (454 millions au 31 octobre 2007) et aux garanties que nous avons fournies à des tiers, relativement à des appels de sûretés et à du PCAA en circulation, qui s'élevaient à 193 millions de dollars au 31 janvier 2008 (aucune somme au 31 octobre 2007).

Fiducies de capital

La fiducie BMO Covered Bond Trust (CB Trust) a été créée en 2007 pour garantir les paiements dus aux détenteurs des obligations couvertes BMO émises par la Banque, pour un montant de 1 milliard d'euros, au cours du premier trimestre de 2008. La garantie est assurée par les actifs de CB Trust. La fiducie CB Trust est une EDDV que nous sommes tenus de consolider puisque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Au 31 janvier 2008, les actifs de cette entité totalisaient 3,5 milliards de dollars et étaient constitués de prêts hypothécaires à l'habitation.

Note 6 : Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous :

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.

Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 14 269 millions de dollars au 31 janvier 2008 (12 395 millions au 31 octobre 2007). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

Au 31 janvier 2008 et au 31 octobre 2007, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des actifs, qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les concours de trésorerie constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du papier commercial adossé à des actifs ou, dans certaines circonstances particulières, lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de

rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Le montant maximal à payer en vertu de ces concours de trésorerie totalisait 35 083 millions de dollars au 31 janvier 2008 (38 466 millions au 31 octobre 2007). Une somme de 625 millions de dollars avait été utilisée dans le cadre des concours de trésorerie au 31 janvier 2008 (16 millions au 31 octobre 2007).

Facilités de soutien au crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de soutien partiel au crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des actifs qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les concours de trésorerie comprenaient, au 31 janvier 2008, un montant de 5 124 millions de dollars relié aux facilités de soutien au crédit (5 449 millions au 31 octobre 2007). Le soutien au crédit est aussi fourni sous la forme de lettres de crédit; aucun montant n'était inclus dans des lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires au 31 janvier 2008 et au 31 octobre 2007. La durée des facilités de soutien ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Des 625 millions de dollars qui avaient été utilisés dans le cadre des concours de trésorerie au 31 janvier 2008, 66 millions avaient trait à des facilités de soutien au crédit.

Note 7 : Acquisitions

Pyrford International plc

Le 14 décembre 2007, nous avons conclu l'acquisition de Pyrford International plc (Pyrford), un gestionnaire d'actif de Londres (Royaume-Uni), pour une somme totale de 40 millions de dollars en espèces et une contrepartie conditionnelle maximale de 10 millions de dollars versée en fonction de notre rétention des actifs sous gestion, pendant un an après la date de conclusion. Les résultats de Pyrford ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Pyrford nous donnera la possibilité d'étendre nos capacités en matière de gestion d'investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires qui constituent un actif incorporel, lequel sera amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période ne dépassant pas 15 ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Pyrford fait partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

First National Bank & Trust

Le 4 janvier 2007, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust (First National) pour une somme totale de 345 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de First National ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de First National nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis (Indiana). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. First National fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

bcpbank Canada

Le 4 décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de bcpbank Canada ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de

cette date. L'acquisition de bcpbank Canada nous permet d'étendre notre réseau de succursales et d'offrir à nos clients un accès accru à nos services bancaires dans toute la région du Grand Toronto. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. bcpbank Canada fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Acquisitions futures

Le 10 juillet 2007, nous avons annoncé la conclusion d'ententes finales en vue d'acquérir la Ozaukee Bank et Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. Ces acquisitions devraient être conclues au cours du trimestre se terminant le 30 avril 2008.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2008	31 octobre 2007	
	Pyrford	First National	bcpbank Canada
Encaisse	1 \$	110 \$	47 \$
Valeurs mobilières	-	317	23
Prêts	-	1 009	293
Bureaux et matériel	1	30	9
Écarts d'acquisition	6	175	13
Actif incorporel (dépôts de base/rerelations clients)	30	37	5
Actifs divers	4	52	2
Total de l'actif	42	1 730	392
Dépôts	-	1 375	339
Passifs divers	2	10	12
Total du passif	2	1 385	351
Prix d'achat	40 \$	345 \$	41 \$

La répartition du prix d'achat de Pyrford est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, nous avons attribué 1 337 228 options sur actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 8,32 \$ l'option et elle a été déterminée

au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options accordées au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2008

Rendement prévu des actions	4,0 %
Volatilité prévue du cours des actions	19,4 %
Taux de rendement sans risque	4,1 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,4 ans

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées dans notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les trois mois terminés le	31 janvier 2007	Pour les trois mois terminés le	31 janvier 2007
	31 janvier 2008		31 janvier 2008	
Prestations constituées par les employés	34 \$	40 \$	5 \$	5 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	58	55	13	12
Perte actuarielle constatée dans la charge	4	16	3	4
Amortissement du coût des modifications aux régimes	2	2	(1)	(1)
Rendement prévu des actifs des régimes	(72)	(69)	(1)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	26	44	19	19
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	14	13	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	3	4	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	43 \$	61 \$	19 \$	19 \$

Note 9 : Charge de restructuration

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre charge de restructuration :

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées aux indemnités de licenciement	Charges liées à des locaux	Autres	Total
<u>Exercice terminé le 31 octobre 2007</u>				
Solde d'ouverture	117 \$	11 \$	7 \$	135 \$
Somme payée au cours de l'exercice	(46)	(10)	(7)	(63)
Reprise au cours de l'exercice	(15)	(1)	-	(16)
Charge supplémentaire au cours de l'exercice	40	-	-	40
Solde au 31 octobre 2007	96	-	-	96
Somme payée au cours du trimestre	(12)	-	-	(12)
Solde au 31 janvier 2008	84 \$	- \$	- \$	84 \$

Note 10 : Dette subordonnée

Le 4 février 2008, nous avons racheté tous nos billets à moyen terme de série A, 2^e tranche, portant intérêt à un taux de 5,75 % et arrivant à échéance en 2013, d'une valeur totale de 150 millions de dollars. Ces billets

ont été rachetés à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital, majoré de l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Note 11 : Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons racheté 1 194 900 actions ordinaires au prix moyen de 69,08 \$ l'action, pour une somme totale de 82 millions de dollars.

Nous avons racheté 27 800 actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités qui arrive à

échéance le 5 septembre 2008 et qui nous autorise à racheter un maximum de 25 000 000 d'actions ordinaires.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons émis 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au coût de 25 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 350 millions de dollars.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2008		
	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B - Série 6	10 000 000	250 \$	actions ordinaires b)
		250	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B - Série 5	8 000 000	200	-
Catégorie B - Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 13	14 000 000	350	-
Catégorie B - Série 14	10 000 000	250	-
		1 196	
Actions ordinaires	499 406 700	4 452	-
Capital-actions		5 648 \$	
Options émises en vertu du régime d'options sur actions		s.o.	21 617 502 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, aux pages 121 à 124 de notre Rapport annuel 2007.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.
s.o. - sans objet

Note 12 : Passif éventuel

À la suite des informations que nous avons présentées, les 27 avril et 17 mai 2007, sur nos pertes de négociation sur produits de base, à la valeur de marché, qui totalisaient 680 millions de dollars (avant impôts) en date du 30 avril 2007, la Banque a reçu des demandes de renseignements, des demandes de documents et des assignations

provenant des autorités dans les domaines des valeurs mobilières, des produits de base, des activités bancaires et de l'application des lois, relativement à ces pertes de négociation. La Banque coopère avec toutes les autorités mentionnées ci-dessus.

Note 13 : Gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau de capital qui respecte les ratios cibles établis par l'organisme qui réglemente nos activités, le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada, correspond à notre évaluation interne du capital nécessaire, permet d'atteindre les cotes de crédit cibles, assure le financement des stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires.

Nos politiques et processus de gestion du capital, ainsi que la nature de notre capital, sont présentés dans la section Gestion globale du capital de notre Rapport de gestion, à la page 57 de notre Rapport annuel 2007.

Depuis le 1^{er} novembre 2007, un nouveau cadre de gestion du capital s'applique au Canada. Ce nouveau cadre, le Nouvel accord de Bâle (« Bâle II »), a remplacé le précédent Accord de Bâle I qui avait été en vigueur au cours des 20 dernières années. Il établit des exigences relatives au capital réglementaire qui sont plus sensibles au profil de risque d'une banque.

Au 31 janvier 2008, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 31 janvier 2008 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 18 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

Note 14 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face. Nos pratiques de gestion des risques sont exposées dans notre Rapport de gestion, aux pages 67 et 68 de notre Rapport annuel 2007. Les principales mesures au 31 janvier 2008 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 14 et 15 de notre Rapport

de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

Risque de marché et risque de liquidité et de financement

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos

engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantisements, même en période de crise. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Notre cadre de gestion à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de

ces risques sont exposés aux pages 68 à 71 de notre Rapport annuel 2007. Les principales mesures au 31 janvier 2008 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 14 et 15 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

Les passifs financiers sont constitués de passifs liés aux activités de négociation et de passifs liés à des activités autres que de négociation. Comme les passifs compris dans les portefeuilles de négociation sont généralement détenus pour de courtes périodes, ils ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessous. Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des passifs liés à des activités autres que de négociation au 31 janvier 2008 :

(en millions de dollars canadiens)

	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Dépôts	122 966 \$	23 688 \$	9 146 \$	3 377 \$	83 734 \$	242 911 \$
Dette subordonnée 1)	366	632	422	5 217	-	6 637
Titres d'une fiducie de capital	-	750	400	1 050	-	2 200
Actions privilégiées classées dans le passif	250	-	-	-	-	250
Autres passifs financiers 1)	36 270	226	203	2 465	42	39 206
Total	159 852 \$	25 296 \$	10 171 \$	12 109 \$	83 776 \$	291 204 \$

1) Comprend les versements d'intérêts.

(en millions de dollars canadiens)

	Moins de 1 an	Plus de 1 an	Total
Crédits fermes	47 326 \$	29 828 \$	77 154 \$

Note 15 : Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

	Pour les trois mois terminés le	
	31 janvier 2008	31 janvier 2007
Revenu net – selon les PCGR du Canada	255 \$	348 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	5	(12)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	260 \$	336 \$
Résultat par action		
De base – selon les PCGR du Canada	0,48 \$	0,68 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	0,49	0,65
Dilué – selon les PCGR du Canada	0,47	0,67
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	0,48	0,64

Option de la juste valeur

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, nous avons adopté la nouvelle norme comptable américaine qui permet l'option de présenter certains actifs et passifs financiers choisis à la juste valeur et qui établit de nouvelles exigences quant aux informations à fournir

sur les actifs et les passifs qui font l'objet de l'option de la juste valeur. La nouvelle norme a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

Note 16 : Événement postérieur

Depuis la fin du trimestre, nous avons participé à d'actives négociations en vue de restructurer notre fiducie Apex/Sitka mentionnée à la note 5. Le 27 février 2008, Apex/Sitka a été incapable de reconduire ses billets et, en conséquence, n'a pas pu s'acquitter de ses obligations de paiement. De plus, Apex/Sitka n'a pas pu satisfaire aux appels de sûretés. Si aucun accord de restructuration n'est conclu, nous prévoyons comptabiliser une charge d'environ 500 millions de dollars pour notre risque restant lié à Apex/Sitka au cours du trimestre se terminant le 30 avril 2008. Il existe également un autre risque lié à la possibilité qu'Apex/Sitka ne soit pas restructurée. Un porteur de billet d'Apex/Sitka conteste notre demande concernant le remboursement d'un transfert de fonds de 400 millions de dollars. De plus, une contrepartie de swap conteste

ses obligations envers nous jusqu'à concurrence de 600 millions de dollars, qu'elle avait contractées en vertu d'une entente, relativement à une transaction de swap sur rendement total qu'elle avait confirmée précédemment. Même si nous avons confiance dans notre position et défendrons énergiquement nos droits dans ces différends, il n'est pas possible de déterminer la probabilité que nous subissions des pertes ni, le cas échéant, le montant des pertes en question, ni si des charges seront comptabilisées au cours du trimestre se terminant le 30 avril 2008. Il est à prévoir que s'il y a restructuration, ces questions seront réglées dans le cadre de la restructuration. Afin de favoriser la restructuration d'Apex/Sitka, nous pourrions fournir un soutien supplémentaire.

Note 17 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits de dépôt et de crédit aux particuliers et aux entreprises, notamment des services de dépôt et de gestion, des prêts hypothécaires, des prêts à la consommation, des prêts aux entreprises, des services de gestion de trésorerie et d'autres services bancaires.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP, qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par unité d'exploitation et par région :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2008 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	793 \$	167 \$	155 \$	303 \$	(204)\$	1 214 \$
Revenu autre que d'intérêts	418	48	364	(37)	19	812
Revenu total	1 211	215	519	266	(185)	2 026
Dotation à la provision pour pertes sur créances	83	9	1	29	108	230
Frais autres que d'intérêts	695	166	368	383	2	1 614
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	433	40	150	(146)	(295)	182
Impôts sur les bénéfices	131	14	52	(112)	(176)	(91)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	18	18
Revenu net	302 \$	26 \$	98 \$	(34)\$	(137)\$	255 \$
Actif moyen	123 386 \$	24 206 \$	7 855 \$	232 990 \$	2 922 \$	391 359 \$
Écarts d'acquisition (au)	104 \$	668 \$	322 \$	93 \$	2 \$	1 189 \$

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	760 \$	186 \$	151 \$	232 \$	(133)\$	1 196 \$
Revenu autre que d'intérêts	406	42	355	(25)	92	870
Revenu total	1 166	228	506	207	(41)	2 066
Dotation à la provision pour pertes sur créances	80	9	1	20	(58)	52
Frais autres que d'intérêts	642	174	364	330	163	1 673
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	444	45	141	(143)	(146)	341
Impôts sur les bénéfices	147	16	50	(123)	(116)	(26)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	297 \$	29 \$	91 \$	(20)\$	(49)\$	348 \$
Actif moyen	117 128 \$	23 509 \$	6 960 \$	192 772 \$	3 066 \$	343 435 \$
Écarts d'acquisition (au)	101 \$	778 \$	327 \$	98 \$	2 \$	1 306 \$

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2008	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	907 \$	213 \$	94 \$	1 214 \$
Revenu autre que d'intérêts	591	289	(68)	812
Revenu total	1 498	502	26	2 026
Dotation à la provision pour pertes sur créances	74	148	8	230
Frais autres que d'intérêts	1 150	414	50	1 614
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	274	(60)	(32)	182
Impôts sur les bénéfices	9	(48)	(52)	(91)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	5	-	18
Revenu net	252 \$	(17)\$	20 \$	255 \$
Actif moyen	236 226 \$	122 587 \$	32 546 \$	391 359 \$
Écarts d'acquisition (au)	421 \$	762 \$	6 \$	1 189 \$

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	886 \$	233 \$	77 \$	1 196 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 002	(161)	29	870
Revenu total	1 888	72	106	2 066
Dotation à la provision pour pertes sur créances	51	1	-	52
Frais autres que d'intérêts	1 216	418	39	1 673
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	621	(347)	67	341
Impôts sur les bénéfices	136	(178)	16	(26)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Revenu net	471 \$	(174)\$	51 \$	348 \$
Actif moyen	203 317 \$	107 919 \$	32 199 \$	343 435 \$
Écarts d'acquisition (au)	419 \$	887 \$	- \$	1 306 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site www.bmo.com/relationinvestisseurs. Ces documents sont également disponibles aux bureaux de BMO Groupe financier, 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario, M5X 1A1.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 4 mars 2008 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au lundi 26 mai 2008, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 648299).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 26 mai 2008.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452

Krista White, directrice principale, krista.white@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Tom Flynn, vice-président à la direction, Finances et trésorier, chef des finances intérimaire

tom.flynn@bmo.com, 416-867-4649

Secrétariat général

Blair Morrison, vice-président et secrétaire général

corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen des actions

Novembre 2007 58,32 \$

Décembre 2007 55,99 \$

Janvier 2008 56,56 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 19th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : (416) 867-6785

Télécopieur : (416) 867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com